

Remerciements

Je veux remercier Monsieur Alain Marter d'avoir accepté de diriger ce rapport, pour l'attention et la patience accordées et pour ses conseils qui m'ont aidée à l'élaboration de ce travail.

Résumé :

Les industries du droit d'auteur apportent des contributions importantes à l'économie nationale et internationale. Elles connaissent un des plus grands et des plus rapides accroissement des capitaux économiques au niveau mondial, en étant un secteur qui se développe à un rythme plus élevé que le reste de l'économie.

Le présent rapport expose les chiffres-clés spécifiques aux différents pays en essayant de donner une image comparative de la situation dans des différentes régions du monde.

Descripteurs : propriété intellectuelle, droit d'auteur, redevances, économie, sociétés de gestion collective, piratage.

Abstract :

The copyright industries make important contributions to national and international economies. Today they represent one of the largest and fastest increases in economic capitals at a global level, while being at the same time a sector that develops more rapidly than the rest of the economy.

This report presents the key figures specific to different countries and tries to give a comparative image of the situation in various areas of the world.

Keywords : intellectual property, copyright, royalties, economy, collective management societies, piracy.

Toute reproduction sans accord express de l'auteur à des fins autres que strictement personnelles est prohibée.

Sommaire

PREMIERE PARTIE : METHODOLOGIE.....	6
1. THEMATIQUE	6
1.1. La délimitation du sujet	6
1.2. Sélection des descripteurs.....	8
2. LA RECHERCHE DOCUMENTAIRE.....	9
2.1. Le choix des outils et des ressources.....	9
2.2. L'exploitation des sources d'information.....	12
2.2.1 Les annuaires	12
2.2.1.1 Les annuaires généralistes.....	12
2.2.1.2 Les annuaires spécialisés.....	13
2.2.2 Les sites ressource	16
2.2.2.1 Au niveau national.....	17
2.2.2.2 Au niveau européen.....	19
2.2.2.3 Au niveau mondial	21
2.2.3 La recherche manuelle.....	24
2.2.3.1 Les collections de la bibliothèque de l'Enssib.....	24
2.2.3.2 La bibliothèque de l'Université Jean Moulin Lyon 3	24
2.2.4 Les OPAC (Open Public Access Catalogue).....	25
SUDOC	25
2.2.5 Les archives ouvertes.....	25
ArchiveSIC	25
2.2.6 Les moteurs de recherche.....	26
Aol.fr.....	26
Google.....	27
Yahoo	28
FindLaw : Law Crawler - Legal Web & Databases Search.....	30
2.2.7 Les bases de données	31
DIALOG	31
3. BILAN	32
3.1. Résultats et pertinence des sources.....	32

3.2 Temps et coûts	33
DEUXIEME PARTIE : SYNTHESE.....	35
1. LA CONTRIBUTION DES INDUSTRIES DU DROIT D’AUTEUR A L’ECONOMIE MONDIALE :ETUDE COMPARATIF	37
1.1. Introduction.....	37
1.2. Le calcul de l’impact économique.....	38
1.3. Le pouvoir économique des industries du droit d’auteur.....	39
2. LES DONNEES ECONOMIQUES DE DROIT D’AUTEUR EN FRANCE	43
2.1 Les chiffres globaux.....	43
2.2. Les sociétés de gestion collective.....	44
3. LE PIRATAGE DANS LE MONDE	45
TROISIEME PARTIE : BIBLIOGRAPHIE.....	48
1. RAPPORTS OFFICIAUX	49
1.1. Au niveau national (France).....	49
1.2 Au niveau européen.	51
1.3 Au niveau mondial.....	53
2. OUVRAGES, ARTICLES, TRAVAUX UNIVERSITAIRES	58
LISTE DES SIGLES	65
TABLE DES ANNEXES	66

Première partie : méthodologie

1. Thématique

1.1. La délimitation du sujet

La présente recherche porte sur l'impact que le droit d'auteur a sur l'économie nationale et mondiale ; elle dévoile les chiffres mesurant et montrant la contribution des industries du droit d'auteur au budget de l'Etat (pour France) et à l'économie globale. Le rapport touche plusieurs aspects complémentaires : le droit d'auteur, les droits voisins, le copyright, les redevances des auteurs, les perceptions pratiquées par les sociétés qui centralisent et redistribuent les droits, le piratage au niveau local et global etc.

D'abord, il est nécessaire de préciser qu'il ne s'agit pas entièrement d'une recherche bibliographique au sens étymologique du mot¹, car le but était de trouver des chiffres, des pourcentages, des informations exactes, des statistiques, donc c'est l'information factuelle qui a été ciblée. Alors, à la limite, on peut admettre que le présent travail est un rapport documentaire, au sens élargi du mot, parce que les informations trouvées font partie de divers documents (rapports d'activité, bilans annuels élaborés par des organisations spécialisées).

Dans une recherche documentaire classique, on utilise particulièrement les outils de référencement (catalogues de bibliothèques, annuaires, moteurs et meta-moteurs de recherche, bases de données etc.), ce qui aide la démarche en pouvant se servir de mot-clés, de descripteurs pour retrouver les documents. Dans la présente recherche, nous avons fait appel à ces outils seulement dans la deuxième partie. En effet, les étapes principales de notre démarche documentaire reposent sur les sites Internet. Il s'agit d'associations et de sociétés nationales et internationales qui s'occupent de la perception financière et de la répartition des droits d'auteur. Ou encore d'organismes qui se préoccupent et se chargent de l'élaboration des statistiques concernant la rémunération des auteurs, la

¹ « Biblos » (gr.) = « livre » ; « graphia » (gr.) = « écriture »

contribution des industries du copyright à l'économie nationale ou mondiale, le niveau du piratage défalqué par catégories (livres, musique, photographies, logiciels, etc.) et par pays.

Globalement, le travail s'est déroulé en plusieurs étapes :

1. la délimitation du sujet : analyse définitionnelle des termes ;
2. la sélection des mots-clés français et anglais nécessaires aux interrogations ;
3. la recherche proprement dite qui a été, elle-même, effectuée par degrés :
 - le choix des outils et des ressources nécessaires,
 - la sélection et la consultation des adresses web utiles ;
4. la constitution de la bibliographie, avec les références des documents trouvés et jugés comme pertinents;
5. la consultation des documents les plus adéquats pour la constitution de la synthèse (à noter que nous avons eu la chance de retrouver la plupart des documents directement en texte intégral) .

« Cerner le sujet » - Tableau général

<i>Type de l'information</i>	Information factuelle : chiffres, textes, graphiques
<i>Contenu</i>	Données économiques ; données statistiques
<i>Support</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Statistiques ; rapports ; bilans – principalement ▪ Articles de revue, thèses et mémoires - secondairement
<i>Type de termes</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Généraux (« économie », « propriété intellectuelle », ...) et précis (« société de gestion collective du droit d'auteur », ...) • Mots clé sujet + mots outils (« statistique », « bilan », « rapport ») • Pas de synonymie² • Pas de polysémie (exception : les termes « droit » et « right », mais jamais utilisés séparément ; uniquement en expression) • Pas de multilinguisme
<i>Langue</i>	<ul style="list-style-type: none"> - français - anglais
<i>Type de fichier</i>	Pas de préférence : Word, Excel, PDF, RTF
<i>Date de publication</i>	Limitation : pas plus de 10 ans (1996 – 2005)

² Exceptées les appellations utilisées pour les organisations qui collectent et redistribuent les droits d'auteur : « sociétés civiles de gestion collective du droit d'auteur » = « sociétés de perception et de répartition des droits » et leurs équivalents en anglais : « copyright collecting societies » = « performing rights organisations » = « collective management societies ».

1.2. Sélection des descripteurs

Avant de déterminer les descripteurs à employer pour la recherche, il nous a fallu tout d'abord éclairer le problème définitionnel, puis connaître l'aire sémantique des termes. Nous avons dû alors déterminer :

- la différence entre les termes « droit d'auteur » et « copyright »,
- la différence entre « droit d'auteur » et « propriété intellectuelle »,
- la différence entre « propriété intellectuelle » et « propriété industrielle ».

La propriété intellectuelle comprend deux aspects : le droit d'auteur et la propriété industrielle. Le premier aspect vise les œuvres littéraires et toute œuvre originale écrite (les créations de fiction, journaux, ouvrages de référence etc.), les œuvres artistiques (peintures, dessins, photographies, sculptures, films, compositions musicales, œuvres chorégraphiques etc.), les logiciels et les bases de données, ainsi que les créations publicitaires, les cartes géographiques et les dessins techniques.

La propriété industrielle concerne les inventions (brevets), les marques, les dessins et modèles industriels.

C'est pourquoi nous ne limiterons pas notre recherche à l'aspect industriel. Elle ne prendra pas en considération les statistiques des brevets et des autres éléments qui forment le domaine de la propriété industrielle, mais, comme le titre même l'indique, elle se contentera de trouver et d'examiner les documents dont le contenu est focalisé uniquement sur le droit d'auteur et son influence sur l'économie.

Pour toute recherche reposant sur les interrogations des index, des bases de données à partir des mots clés, nous avons utilisé, pour les recherches en français, les descripteurs suivants :

- « *droit d'auteur* » ;
- « *propriété intellectuelle* » - avec la mention que nous avons toujours exclue dans l'équation le terme « propriété industrielle » ;
- « *droit de propriété* » - employé parfois pour élargir, s'il y a lieu, la recherche ;

- « *redevances* » - souvent au pluriel, mais en utilisant la troncature au cas du moteur de recherche francophone « aol.fr » ;
- « *sociétés civiles de gestion collective* » / « *sociétés de perception et de répartition des droits* »
- « *économie* » / « *économique* » - toujours en combinaison avec les autres termes.

En plus, pour affiner la recherche et pour bien préciser le support, il nous a également fallu utiliser des mots outils : « *statistique* », « *bilan* », « *rapport* », « *chiffres clés* ».

Pour les interrogations en anglais nous avons utilisé comme descripteurs :

- « *copyright* »,
- « *author's right* » (au singulier, mais aussi au pluriel: “author’s rights”),
- « *intellectual property* »,
- « *royalties* » - souvent au pluriel, mais en utilisant la troncature au cas du serveur DIALOG,
- « *copyright collecting societies* » / « *collective management societies* »
- « *economy* » / « *economic* » / « *economics* » - toujours en combinaison avec les autres termes.

Et aussi, les mots outils : « *statistics* », « *balance sheet* », « *report* ».

2. La recherche documentaire

2.1. Le choix des outils et des ressources

Tout d’abord, nous avons établi les objectifs majeurs de notre recherche, objectifs qui correspondent aux étapes principales de la démarche.

Objectif 1 : retrouver les sites des sociétés civiles de gestion des droits intellectuels et des organisations nationales et internationales susceptibles de s'occuper avec l'élaboration des statistiques ou des autres documents concernant notre sujet ;

Objectif 2 : identifier, après avoir consulté les sites retrouvés, les documents qui répondent au sujet recherché ;

Objectif 3 : trouver des articles, des thèses, des mémoires, des œuvres analytiques, en général, qui touchent notre sujet sans contenir nécessairement des chiffres visant les enjeux économiques de droit d'auteur.

Ensuite, nous avons choisi les instruments de recherche à l'aide desquels nous pourrions obtenir les résultats les plus efficaces. Alors, afin d'atteindre le premier objectif, nous nous sommes dirigés vers les annuaires, qui sont des outils en référençant, pas des pages web comme les moteurs, mais des sites. En exemplifiant, les annuaires vers lesquels nous nous sommes orientés sont : Google France (mais le système nous a renvoyé automatiquement vers Google.com), Yahoo France et Monde pour avoir une image globale sur les ressources existants, Bubl pour sa dimension académique, les Signets de la BnF, Law Net Center qui est un annuaire spécialisé en droit et, enfin, L'annuaire juridique de la Propriété Intellectuelle pour sa spécificité.

Après avoir consulté les sites proposés par les annuaires, nous avons sélectionné ceux contenant des documents qui répondent à notre sujet. Les œuvres visées ont été : les publications des sociétés et des organismes officiels, les études périodiques qu'ils élaborent, leur rapports d'activité, rapports statistiques ou rapports internes, les bilans annuels, les tableaux et les « chiffres clés ».

Au cadre de ces sites nous avons trouvé, aussi, des listes plus ou moins exhaustives avec des liens hypertexte vers les sites des autres sociétés et organisations similaires français ou étrangères, ce qui a permis d'élargir, approfondir et compléter la recherche.

Enfin, pour toucher le troisième objectif, qui représente, en réalité, un complément à la recherche, nous nous sommes servis de plusieurs outils et

ressources : le catalogue collectif SUDOC, les bibliothèques (de l'ENSSIB et de l'Université Jean Moulin Lyon 3), les archives ouvertes dédiées à la science de l'information, les moteurs de recherche sur Internet et les bases de données spécialisées, au cadre du serveur DIALOG .

Nous avons commencé la recherche manuelle avec la bibliothèque de l'Enssib – une bibliothèque spécialisée en sciences de l'information - ou nous nous sommes laissés guidés par le personnel qui nous a indiqué quelques ressources disponibles sur place, mais pas vraiment capables d'enrichir notre recherche. Ensuite, nous avons choisi la bibliothèque de l'Université Jean Moulin Lyon 3 située sur le quai Claude Bernard qui est une bibliothèque spécialisée en droit et qui possède des collections adaptées aux étudiants du troisième cycle et aux chercheurs (on a choisi celle-ci et pas la bibliothèque de la Manufacture des Tabacs parce que cette dernière s'adresse particulièrement aux étudiants aux premiers cycles, ses collections étant assez générales).

Face à la multitude des moteurs de recherche existants sur l'Internet, une première tâche a été de choisir l'outil le plus approprié ; les critères utilisés – la puissance et la couverture – nous ont fait choisir Aol.fr (pour l'espace francophone), Google (pour toutes ses qualités : le plus performant, le plus puissant, le moteur qui indexe le plus grand nombre des pages web), Yahoo.com pour avoir une image comparative des résultats renvoyés par Google en sachant que les deux (derniers moteurs) n'ont pas la même politique de tri de résultats et, enfin, un moteur spécialisé en droit, en général, et dans la recherche de l'information juridique : FindLaw – Law Crawler.

Pour la recherche dans des bases de données nous avons choisi le serveur DIALOG administré par le Groupe Thompson qui, après avoir racheté Information Holdings Inc. en juin 2004, est devenu le leader mondial des services en ligne dans le domaine de la propriété intellectuelle. Actuellement, il propose une section spéciale dédiée à cette discipline, qui comprend plusieurs bases de données où l'utilisateur a accès aux documents en texte intégrale. A noter que nous n'avons pas interrogé des bases de données pour les brevets, mais uniquement celles qui touchent l'aspect du droit d'auteur. Absolument toutes les bases de données proposées par DIALOG dans ce domaine comprennent des textes en anglais et, donc, nos interrogations ont été effectuées exclusivement dans ce langage.

2.2. L'exploitation des sources d'information

2.2.1 Les annuaires

2.2.1.1 Les annuaires généralistes

Google

Notre intention initiale a été de travailler sur l'annuaire francophone de Google, mais le système nous a renvoyé automatiquement vers Google.com, pourtant en demeurant toujours sur les catégories et les sites francophones. La recherche effectuée a été assez productive, en retrouvant un nombre important des sites spécialisés. Suivant les catégories : « World -- Français -- Sciences -- Sciences humaines et sociales -- Droit -- Droit de la propriété intellectuelle -- Droit d'auteur », on trouve référencés 15 sites, dont nous avons retenu 6 ; notre tri n'a pas été basé uniquement sur le critère de la pertinence (par rapport au notre sujet), mais aussi sur l'objectif établi avant de commencer la recherche : nous avons sélectionné les adresses web des sociétés et des organisations qui s'occupent avec la gestion collective de droits d'auteur ou avec l'élaboration des rapports statistiques sur les sommes provenant de l'exercice du droit d'auteur ou perdues à cause de la reproduction non-autorisée et du piratage.

Yahoo.fr

Dans le répertoire francophone de Yahoo, qui comprend 130 000 de références dans sa globalité, nous avons consulté premièrement la rubrique « Institutions et politique », en continuant la descente dans l'arborescence avec les sous-catégories : «Droit et législation -- Droit de la propriété intellectuelle ». Parmi les 33 sites affichés, 7 répondaient directement à notre sujet, dont 4 avaient été trouvé aussi dans Google.

Yahoo.com

Le but de la consultation du guide Yahoo.com était d'initialiser la recherche des ressources non-francophones. Cet annuaire est le plus ancien et l'un des plus importants outils de ce type dans l'espace Internet, en englobant environ deux millions de références.

Le chemin que nous avons suivi pour notre interrogation, « Gouvernement - Law -- Intellectual Property – Organisations », nous a amené des références nouvelles et pertinents; parmi les 15 affichées, nous avons retenu 8 non-trouvées ailleurs.

2.2.1.2 Les annuaires spécialisés

Bulletin Board for Libraries Information Service (BUBL)

Bubl.ac.uk est un annuaire spécialisé, organisé selon les catégories principales de la classification décimale Dewey, destiné à desservir la communauté académique et universitaire britannique. Dans la catégorie : « 300 : Social sciences » nous avons emprunté initialement le chemin : « 340 Law -- 341 Intellectual property » qui n'a rien donné et, ensuite, en remontant dans l'arborescence, nous avons choisi « 340 Law -- 346 Copyright » qui nous a affiché 13 résultats, dont nous avons retenu seulement 5, en éliminant les réponses déjà trouvés ailleurs et celles qui n'étaient pas en relation avec notre sujet.

Les Signets de la BnF

Les Signets de la BnF représentent un annuaire spécialisé, rigoureusement organisé par les bibliothécaires de la Bibliothèque nationale de France ; les ressources Internet proposées sont classées de façon thématique. Dans la catégorie « droit » il existe deux types de sous-classes : « les répertoires et les moteurs de recherche spécialisés » et « les catalogues des bibliothèques juridiques ». La première sous-catégorie renvoie vers le portail « droit.francophonie.org » qui propose un moteur appelé « Phase 3 », doté avec l'option de recherche avancée ; il s'appuie sur deux outils : Nutch (un moteur de balayage) et Lucerne (un moteur de

recherche). En s'agissant d'un instrument francophone, notre recherche a été limitée aux interrogations en français. Les résultats, loin d'être satisfaisants :

- « droit d'auteur » ET économie : 78 de documents retrouvés, dont 2 pertinents ;
- « propriété intellectuelle » ET économie : 8 documents retrouvés, dont aucun pertinent,

ont relevé la faible puissance et la manque de pertinence de cet instrument de recherche, ce qui nous a fait arrêter les interrogations.

Parmi les catalogues de bibliothèques juridiques proposés par la BnF, on a choisi celui de la Bibliothèque interuniversitaire de Droit et de Sciences économiques Cujas. Nous l'avons interrogé aussi en français, qu'en anglais, mais les ressources ont été peu nombreuses :

- « droit d'auteur » ET économie : 1 document trouvé, non-pertinent ;
- « propriété intellectuelle » ET économie : 2 documents trouvés, aussi non-pertinents ;
- royalties ET economy : 0 réponses ;
- copyright ET economy : 0 réponses.

Law Net Center : annuaire juridique international

LawNetCenter est un répertoire des sites juridiques ou des sites concernés par les problèmes du droit, en général, classés par catégories, mais aussi un répertoire des liens vers des dictionnaires et thésaurus, vers des thèses, des événements et conférences, vers des forums et listes de discussions spécialisés etc. L'interface est en français mais les ressources sont dans des langues différentes. Le chemin que nous avons emprunté est : « Le droit par matières – Droit de la Propriété Intellectuelle et Industrielle -- Copyright -- Institutions & organisations », chemin qui nous a donné 4 réponses dont 2 répondaient directement à notre sujet et, donc, elles ont été retenues. On y a trouvé, également,

le site d'un moteur de recherche spécialisé dans la recherche de l'information juridique (<http://web.lawcrawler.com/>) qui a été aussi utilisé après, au cadre de notre démarche.

L'annuaire juridique de la Propriété Intellectuelle

L'annuaire juridique de la P.I. est un répertoire spécialisé en droit de la propriété intellectuelle, comme son nom indique, qui contient 155 des catégories et à peu près mille sites référencés. Il a été créé en 1998 et est régulièrement mis à jour par son créateur, Frédéric Glaize. L'annuaire donne la possibilité de chercher par les catégories, mais aussi par index à l'aide des opérateurs booléens.

Notre recherche a été effectuée dans les catégories en adoptant deux chemins :

1. « Droit d'auteur -- Gestion collective et syndicats », qui nous a donné 14 résultats, tous pertinents; on les a retenus en totalité;
2. « Institutions – France », qui contient aussi 14 liens, mais aucun ne répondait à notre sujet ; et, dans la même catégorie (« Institutions ») nous avons essayé après la sous-catégorie « Europe », qui a donné 5 résultats, aussi non-pertinents par rapport à nos besoins.

La recherche sur les annuaires – tableau récapitulatif

<i>Outil</i>	<i>Justification du choix et objectifs</i>	<i>Résultats trouvés</i>	<i>Résultats retenus</i>
Google.com (www.google.com) <u>Annuaire généraliste</u>	- renvoi automatique de « google.fr », - trouver les sites des institutions concernées par notre sujet.	15	6
Yahoo.fr (http://fr.dir.yahoo.com/directory) <u>Annuaire généraliste</u>	- avoir une image comparative des résultats trouvés sur Google.	33	7 (dont 4 les mêmes de Google)

Yahoo.com (http://dir.yahoo.com) <u>Annuaire généraliste</u>	- élargir la recherche afin de couvrir les zones hors France ; - procurer les sites des sociétés et organisations impliquées dans le domaine de droit d’auteur au niveau international.	15	8
Bubl (www.bubl.ac.uk) <u>Annuaire spécialisé</u>	- la nécessité de consulter un annuaire spécialisé ; - dimension académique et internationale.	13	5
Les Signets de la Bibliothèque Nationale de France (http://signets.bnf.fr/) <u>Annuaire spécialisé</u>	Développer la recherche par la consultation d’un annuaire spécialisé francophone	89	2
Law Net Center : annuaire juridique international (www.lawnetcenter.com) <u>Annuaire spécialisé en droit</u>	- ajouter un plus de précision à la recherche avec un outil spécialisé en droit ; - retrouver des sites officiels spécialisés internationales.	4	2
L’annuaire juridique de la Propriété Intellectuelle (http://annuairepi.ouvaton.org/) <u>Annuaire spécialisé en droit de la propriété intellectuelle</u>	Consolider la recherche avec la consultation d’un annuaire spécialisé en droit de la propriété intellectuelle, capable d’offrir les catégories les plus appropriés et des liens vers les plus pertinents sites dans ce domaine.	35	14

2.2.2 Les sites ressource

La consultation des sites web spécialisés a été très fructueuse dans la mesure où la moitié des ressources présentes dans la bibliographie de ce rapport en provient. Nous avons eu à disposition une liste de sites ressource créée lors de notre recherche sur les annuaires, liste qui comprenait des sites des sociétés de gestion collective³ de France et hors France d’une part et des sites officiels des

³ La gestion collective des droits est le système par lequel une société gère simultanément, comme mandataire, les droits et surveille, collecte et distribue le paiement de redevances au nom de plusieurs titulaires.

organisations nationales et internationales susceptibles de renfermer des documents pertinents pour nous.

2.2.2.1 Au niveau national

- Sociétés de gestion collective

Les sociétés de perception et répartition des droit en France sont groupées en deux grandes secteurs :

- pour *le droit d'auteur* la société SESAM (Société civile chargée de gérer les droits des auteurs des sociétés membres, pour les programmes multimédia <http://www.sesam.org/>) regroupe:

a) SACEM - Société civile des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique : [http://www.sacem.fr](http://www.sacem.fr;);

b) SACD - Société civile des Auteurs Multimédia : http://www.scam.fr;

c) SCAM - Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques : http://www.sacd.fr;

d) ADAGP : Société des Auteurs dans les Arts Graphiques et Plastiques http://www.adagp.fr/FR/static_index.php

- pour *les droits voisins* la société SPRE (Société pour la Perception de la Rémunération Equitable (de la Communication au Public des Phonogrammes du Commerce) <http://www.spre.fr/accueil.asp>) regroupe :

a) ADAMI - Société pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes : [http://www.adami.fr](http://www.adami.fr;);

b) SPEDIDAM : Société des perception et de distribution des droits des artistes interprètes de la Musique et de la Danse : [http://www.spedidam.fr](http://www.spedidam.fr;);

c) SCPA : Société civile des Producteurs Associés (pas de site).

Nous avons visité tous ces sites et extrait les rapports d'activités, les chiffres clés, les statistiques et les bilans qu'ils contiennent ; il y avait des sites qui ne contenaient pas des documents de ce type. A la fin on a obtenu 17 rapports qui apparaissent aussi dans la bibliographie (v. troisième partie : sous-chapitre 3.1); le total ce présente comme suit :

Société	Nombre de documents trouvés	Type du document	Les années prises en compte par les rapports
SACEM	5	Rapports annuels	1999 - 2003
SACD	2	Rapports d'activité	2002 – 2003
SCAM	2	Rapports d'activité	2002 – 2003
SPRE	4	3 rapports d'activité et une statistique	2001 - 2003
ADAMI	4	3 bilans + un rapport d'activité	2001 - 2003

- D'autres sites officiels

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)

<http://www.insee.fr>

Insee est une Direction générale qui fonctionne au cadre du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (MINEFI). Il a comme missions principales de collecter, analyser, produire et diffuser des informations sur l'économie et la société française. Nous avons choisi de consulter ce site afin de trouver des statistiques concernant notre sujet.

Le site offre la possibilité d'utiliser un formulaire recherche avancée pour trouver les documents publiés à l'intérieur. On a essayé premièrement une interrogation dans la collection « Economie et Statistique » qui nous semblait la plus appropriée pour nos buts, en employant comme descripteurs : « droit d'auteur » démarche qui a donné zéro résultats ; puis on a élargi la requête en interrogeant toutes les collections disponibles, stratégie qui n'a rien donné non plus, signe que Insee ne possède pas des documents dans ce domaine.

2.2.2.2 Au niveau européen

- Sociétés de gestion collective

Nous avons consulté plusieurs sites de sociétés de perception et répartition des droits mais c'était seulement en cinq que nous avons trouvés des documents pertinents: SUISA⁴ pour Suisse (<http://www.suisa.ch>), TONO pour Norvège (<http://www.tono.fr>) et finalement KODA pour Danemark (<http://www.koda.dk>) et deux groupements internationaux : GESAC et NCB. Dans notre démarche, on a favorisé la région scandinave parce que ces pays-là ont été les plus intéressés à élaborer des statistiques nous concernant pendant les dernières années. GESAC (<http://www.gesac.org>) est une organisation qui regroupe 34 des plus importantes sociétés d'auteurs de l'Union Européenne, de Norvège et de Suisse ; son siège social est situé à Bruxelles. Il regroupe près de 500.000 auteurs ou ayants droit d'auteurs dans les domaines de la musique, des arts graphiques et plastiques, des oeuvres littéraires et dramatiques et de l'audiovisuel ainsi que des éditeurs de musique.

NCB : Nordisk Copyright Bureau (<http://www.ncb.dk>) est un groupement de sociétés qui gère dans la région nordique et baltique les droit d'auteur pour la production de musique et de film sur tout type de support. Son siège social est à Copenhague, mais il a des filiales aussi à Helsinki, Oslo, Reykjavik, Riga, Stockholm, Tallinn et Vilnius.

Le tableau qui suit englobe les résultats collectés lors de notre recherche dans ces sites :

Société	Nombre de documents trouvés	Type du document	Les années prises en compte par les rapports
SUISA	1	Rapport annuel	2003
TONO	1	Rapport annuel	2003
KODA	5	Rapports annuels	1999 - 2003
GESAC	1	Communication	
NCB	1	Rapport annuel	2003

⁴ v. la Liste des sigles

- D'autres sites officiels

L'Union Européenne (UE)

<http://europa.eu.int>

Le portail de l'Union Européenne est très complexe et riche en information : le nombre de documents publiés dedans dépasse 2 millions, couvrant toutes ses domaines d'activité; c'est pourquoi nous avons opté d'utiliser l'index à travers le formulaire de recherche avancée. Une première démarche a été de saisir les deux mots clés les plus significatifs : « copyright » et « economy », ce qui a donné 2226 résultats ; ensuite on a affiné la requête en ajoutant « report ». En même temps, on a limité la recherche par la langue (anglais) et par date de publication (1996). Nous avons obtenu 280 réponses, dont consultés les premières 50 et retenus 3 au cas desquels la pertinence est remarquable.

EUROSTAT

<http://epp.eurostat.ec.eu.int>

Eurostat est une organisation qui centralise et traite les données statistiques au niveau européen; il fonctionne au cadre du Système Statistique européen (SSE), en tant que service public et sans but lucratif. Sa mission principale est de fournir un support de base pour la diffusion et l'utilisation efficaces de l'information statistique européenne.

Nous avons consulté ce site en essayant de trouver des données de type statistique concernant la contribution des industries du droit d'auteur à l'économie européenne, en sachant que le rapport de la Commission Européenne dans ce domaine (trouvé lors de la consultation du site de l'Union Européenne) s'est appuyé sur les informations transmises par EUROSTAT. Le site offre une possibilité de recherche avancée dans les documents publiés dedans ; on a essayé premièrement de chercher dans les « statistiques officielles » en utilisant comme mots clés « copyright », « contribution » et « economy », démarche qui n'a rien donné ; puis on a élargi la recherche en choisissant toutes types de support, toutes les documents élaborés par l'Eurostat (pas seulement les statistiques) et en employant les mêmes mots clés ; cette démarche nous a amené 2 réponses non-pertinentes.

OBSERVATOIRE EUROPEEN DE L'AUDIOVISUEL

<http://www.obs.coe.int/>

L'Observatoire européen de l'audiovisuel est une organisation européenne de service public qui a comme missions de collecter et de diffuser l'information sur l'industrie audiovisuelle en Europe. Il regroupe 35 états membres et la Communauté européenne, représentée par la Commission européenne.

Son site renferme des documents élaborés par des experts sur le piratage dans le domaine de l'audiovisuel et l'impact que celui-ci a sur l'économie. Pour les rechercher on n'a qu'un simple et petit champ de saisie et le moteur utilisé emploie la technologie de Google; on a interrogé avec deux mots-clés : « piracy » et « impact », ce qui nous a donné 55 résultats. On a consulté les premiers 20 et après sélectionner les plus pertinents et éliminer les doublons (le même document en plusieurs langues) on a obtenu 3 résultats.

2.2.2.3 Au niveau mondial

- Sociétés de gestion collective

Commission du droit d'auteur du Canada

<http://www.cb-cda.gc.ca/>

« La Commission est un organisme de réglementation économique investi du pouvoir d'établir, soit de façon obligatoire, soit à la demande d'un intéressé, les redevances à être versées pour l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur, lorsque la gestion de ce droit est confiée à une société de gestion collective. La Commission exerce aussi un pouvoir de surveillance des ententes intervenues entre utilisateurs et sociétés de gestion et délivre elle-même des licences lorsque le titulaire du droit d'auteur est introuvable »⁵.

Le site dispose d'une rubrique spéciale dès la page d'accueil « Rapports annuels » qui contient tous les rapports officiels faits par les experts de la Commission entre 1999 et 2004 (5 documents).

⁵ Commission du droit d'auteur du Canada : Notre mandat [en ligne] Disponible sur : < <http://www.cb-cda.gc.ca/aboutus/mandate-f.html> > (consulté le 8 février 2005)

WGAW : Writers Guild of America, west Inc.

<http://www.wga.org/>

WGAW est une société de gestion collective américaine qui gère les droits d'auteur dans le secteur du film et l'audiovisuel en général et dans le domaine des nouvelles technologies. Elle n'était pas l'unique organisation de ce type des Etats Unis à consulter mais c'est la seule a publier ces rapports annuels sur son site.

On peut les trouver à partir de la première rubrique de la page d'accueil et choisissant « Annual Reports » dans le menu déroulant qui s'affiche. Il y a cinq rapports, mais en termes de pertinence ils ne répondent pas entièrement au limites de notre sujet ; cependant, on a décidé de les garder parce qu'ils donne une certaine image sur l'aspect économique du copyright aux Etats Unis.

- D'autres sites officiels

IIPA : International Intellectual Property Alliance

<http://www.iipa.com>

IIPA est une organisation américaine créée en 1984 et qui réunisse six associations commerciales ; elle a comme missions de soutenir activement les efforts nationales et internationales pour la protection des droits d'auteur. Les associations membres représentent à leur tour 1300 compagnies des Etats Unis qui produisent et distribuent des matériaux dans tous les domaines et tous les secteurs couverts par la lois de copyright dans le monde entier.

Sur son site sont publiés tous les rapport sur l'impact des industries du copyright dans les Etats Unis à partir du 1998. En plus, il contient aussi des statistiques sur l'état du piratage dans le monde (dans tous les pays et régions problématiques) et des rapports sur chaque pays concerné en notant quels sont les insuffisances, les barrières et les limites de l'application de la loi de la propriété intellectuelle, en indiquant les mesures faites par le pays en question et en donnant des recommandations.

Après avoir consulté plusieurs fois ce site, riche en information nous concernant, nous avons retenu 13 documents, y compris les rapports sur les

contributions économiques des industries du copyright et les statistiques sur le piratage.

OMPI : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

ou WIPO : World intellectual property organisation

<http://www.wipo.int>

OMPI est née après la Convention de Berne, en 1886, où on a établi au niveau international les principales directions de la protection intellectuelle : comment utiliser proprement une œuvre originale et percevoir les rémunérations. Initialement, il s'agissait d'un Bureau international qui puis a évolué pour arriver à nos jours sous la forme d'une organisation de taille mondiale avec 182 états membres. Ses tâches, champs d'action et ses missions sont multiples :

« - l'harmonisation des législations et procédures nationales en matière de propriété intellectuelle,

- à la prestation de services relatifs aux demandes internationales de titres de propriété industrielle,

- à l'échange d'information en matière de propriété intellectuelle,

- à la fourniture d'une assistance juridique et technique aux pays en développement et à d'autres pays,

- au règlement de litiges de propriété intellectuelle d'ordre privé et

- au recours à l'informatique pour stocker l'information utile en matière de propriété intellectuelle, y avoir accès et l'exploiter »⁶.

Son site, très complexe d'ailleurs, renferme un grand nombre de documents dans le domaine large de la propriété intellectuelle et il inclue aussi des rapports annuels de l'organisation. Ces rapports sont uniquement financiers en englobant des informations sur les activités et les dépenses d'OMPI ; ils ne nous concernaient pas et, donc, on ne les a pas gardés. De la même façon ont été éliminés tous les documents qui parlaient de manière générale du domaine du droit d'auteur sans toucher l'aspect économique. Par contre, on a gardé 2 documents qui faisaient référence à l'impact économique des industries de droit d'auteur, y compris un

⁶ OMPI. Informations générales. [en ligne] [consulté le 9 février 2005] Disponible sur : < http://www.wipo.int/about-wipo/fr/gib.htm#P30_2448 >

guide qui a le rôle d'expliquer et de uniformiser tant que possible, au niveau international, la manière dont on calcule cet impact.

2.2.3 La recherche manuelle

2.2.3.1 Les collections de la bibliothèque de l'Enssib

La bibliothèque de l'Enssib n'est pas spécialisée dans le domaine du droit, mais elle reçoit des documents qui auraient pu toucher l'aspect de la propriété intellectuelle. Au cadre de notre recherche, nous avons consulté trois types de documents, tous disponibles sur support papier :

- Les « rapport d'activités » élaborés par le Groupement Français de l'Industrie de l'Information (GFII) entre 2001 et 2003, recherche qui n'a rien donné ;
- « La dépêche du GFII », document qui ne contient pas une table de matières, ce qui a fait la recherche plus fastidieuse, en devant le consulter à page. La collection mise à disposition comprenait les numéros dès mars 2001 jusqu'à novembre 2004. Nous avons retenu 5 textes qui ne répondent pas directement à notre sujet, mais qui touchent un ou plusieurs aspects complémentaires ;
- La « Revue du droit des Technologies de l'Information » (aussi appelée « Revue Ubiquité Droits des technologies de l'information » jusqu'à décembre 2003), les numéros entre janvier 2003 et novembre 2004, mais aucun article ne faisait référence au sujet qui nous concernait.

2.2.3.2 La bibliothèque de l'Université Jean Moulin Lyon 3

Malgré le fait qu'elles couvrent particulièrement le domaine du droit, les collections de la Bibliothèque de l'Université Jean Moulin Lyon 3 ne sont pas vraiment riches en documents visant le droit d'auteur ; les fonds dédiés à la propriété intellectuelle en général sont plus orientés vers l'aspect industriel, vers les brevets et les marques ou ils consistent en textes de loi, de la jurisprudence etc. Il n'existe pas des documents qui pourraient répondre à nos besoins. Alors, la solution que nous avons adopté, en suivant les conseils du personnel spécialisé de la bibliothèque a été de consulter la revue bimensuelle « Propriété intellectuelle. Bulletin documentaire » (PIBD) disponible sur support papier, qui contient une

partie spéciale : une liste bibliographique thématique ; dans cette rubrique on trouve des références des articles publiés dans des différentes revues francophones, anglophones et allemandes concernant les aspects de la propriété intellectuelle. Après avoir consulté les numéros janvier – décembre 2004, afin de retrouver les plus récents documents, nous avons noté neuf références d'articles dont le contenu est focalisé sur le facteur économique du droit d'auteur.

2.2.4 Les OPAC (Open Public Access Catalogue)

SUDOC

www.sudoc.abes.fr

ABES (L'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur) donne accès, gratuitement sur le web, au catalogue collectif du Sudoc (Système universitaire de documentation), depuis avril 2000. Celui-ci, comprenant plus de 5 millions notices bibliographiques, permet aux utilisateurs de rechercher dans les catalogues des bibliothèques de l'enseignement supérieur français, en indiquant également où se trouvent les documents sélectionnés.

Le but de cette recherche était de retrouver des thèses ou mémoires en relation avec notre sujet, c'est pourquoi nous avons utilisé la recherche avancée en sélectionnant comme type de publication uniquement les thèses. On a limité aussi la recherche par langue (français) et par année de publication (1996-2005). L'équation utilisée : "droit d'auteur" OU copyright ET économi* (le système permet la troncature ; on n'a pas eu besoin de parenthèses pour regrouper les opérations de recherche, parce que la requête a été analysée à l'ordre hiérarchiques des opérateurs de recherche) nous a donné 25 réponses, dont nous avons retenu 4.

2.2.5 Les archives ouvertes

ArchiveSIC

<http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/>

Les ArchiveSIC est un site dédié aux archives ouvertes en sciences de l'information et de la communication (SIC). Il a été mis en place par l'URFIST

Paris, l'URFIST Nice, le GRESI de l'ENSSIB et le CCI/CRECI de l'Université Paris 7 en collaboration avec le CCSD/CNRS qui l'héberge. Au cadre de cette recherche on a payé un plus d'attention aux documents affichés à cause de la possible manque de pertinence scientifique en contenu, en sachant que les articles publiés dans les archives ouvertes ne sont pas soumis à l'évaluation des experts.

Nous avons suivi la liste par domaines qui propose deux catégories qui pourraient nous concerner : « droit de l'information/communication » qui contient 8 articles, mais aucun sur notre sujet, et « économie, industries culturelle » qui a 28 documents aussi non-pertinents par rapport à nos besoins.

2.2.6 Les moteurs de recherche

Etant conscients qu'une recherche sur Internet avec les moteurs va nous amener beaucoup de bruit et des réponses non-pertinentes et que les interrogations avec des équations plus complexes faites dès le début peuvent nuire à notre démarche, nous nous sommes décidés à utiliser la méthode de l'entonnoir (partir large, pour affiner après) qui a eu l'effet souhaité.

Aol.fr

Lancé en avril 2002, Aol.fr est un moteur de recherche intéressant qui utilise la technologie française Exalead ; « intéressant », parce qu'il propose à l'utilisateur, à côté de la liste habituelle avec les résultats de sa requête, des différentes pistes, des mots clés appropriés pour un plus de précision.

Le premier descripteur à utiliser a été, naturellement, « droit d'auteur », dans le cas duquel le moteur a retrouvé 1 094 843 pages web, mais il nous a proposé également d'autres mots clés sujet, comme « société des auteurs » qui nous a permis de réduire le nombre des résultats à 3 423. A ce stade, Aol nous a indiqué une autre liste des descripteurs, dont le plus pertinent en ce qui concerne notre sujet était : « gestion collective des droits d'auteurs » : 103 pages retrouvées. Ces résultats dans la plus grande majorité étaient assez pertinents, mais on a décidé de retenir un petit nombre (seulement 2), car le reste représentaient soit des pages déjà trouvées ailleurs, soit des listes plus ou moins complètes des sociétés civiles de perception et répartition des droits d'auteur ou des organismes similaires, listes

déjà fournies par d'autres outils. Nous avons aussi essayé une autre démarche en ajoutant le descripteur « redevance » et en utilisant la troncature afin de retrouver les documents où ce mot est aussi au singulier qu'au pluriel. Voici un tableau général avec les étapes de notre recherche sur Aol.fr :

<i>Les étapes de la recherche</i>	<i>Les sous-étapes</i>	<i>Les descripteurs utilisés</i>	<i>Résultats affichés</i>	<i>Résultats retenus</i>
Phase 1	1.1	« droit d'auteur »	1 094 843	
	1.2	« sociétés des auteurs »	3 423	
	1.3	« gestion collective des droits d'auteurs »	103 (dont consultés les premiers 40)	2
	1.4	« société civile des auteurs multimédia »	9	2
Phase 2	2.1	« droit d'auteur » +redevance*	315	
		« redevance de droit d'auteur »	8	1
	2.2	« versement de redevances »	14	2

Google

Google est sans doute le plus connu, utilisé et puissant moteur de recherche à l'heure actuelle ; il indexe plus de 8 millions pages web.

Comme « droit d'auteur » est le descripteur principal au cadre de notre recherche, nous avons décidé de commencer la suite d'interrogations avec lui, mais en sachant que le nombre de résultats sera extrêmement grand, nous avons précisé qu'il soit présent dans le titre de la page et nous avons limité, aussi, la recherche à la langue française. Le moteur a retrouvé 13 900 pages web. La deuxième phase de notre recherche sur Google réside en ajoutant le descripteur « redevance » ; le nombres de résultats a été visiblement diminué : 836. Ensuite nous avons ajouté le mot « économie » (138 résultats), en essayant aussi avec le mot « économique » (271) et, à la fin, les mots-clés outils. Google nous a affiché 213 réponses, dont nous avons consulté les premières 40 et retenu 10 que nous n'avons pas trouvés avec d'autres outils.

La recherche en anglais a repris la même suite des interrogations, mais a cause du nombre trop petit des résultats trouvés dans la troisième sous-étape nous nous sommes arrêtés là.

Voici le tableau récapitulatif de nos interrogations sur Google :

<i>Les étapes de la recherche</i>	<i>Les sous - étapes</i>	<i>Les descripteurs utilisés</i>	<i>Résultats trouvés</i>	<i>Résultats pertinents et retenus</i>	<i>Taux de pertinence</i>
Phase 1 (l'interrogation en français)	1.1	allintitle: "droit d'auteur "	13 900		
	1.2	(redevances OR redevance) intitle:"droit d'auteur "	836		
	1.3	économie (redevances OR redevance) intitle:"droit d'auteur"	138		
		économique (redevances OR redevance) intitle:"droit d'auteur"	271		
	1.4	(économie OR économique) (redevances OR redevance) (statistique OR bilan OR rapport) intitle:"droit d'auteur"	213 (dont consultés les premiers 40)	32 dont 10 retenus (non trouvés ailleurs)	80%
Phase 2 (l'interrogation en anglais)	1.1	allintitle: copyright OR "author's right " OR "author's rights"	3 090 000		
	1.2	royalties intitle: copyright OR "author's right " OR "author's rights"	62		
	1.3	(economy OR economic) royalties intitle: copyright OR "author's right " OR "author's rights"	12 (dont affichés et consultés les premiers 8)	5 dont 5 retenus (non trouvés ailleurs)	62,5%

Yahoo

Les raisons qui nous ont fait choisir Yahoo.com sont : qu'il représente un vrai concurrent de Google, qu'il est bien puissant (dernièrement il a englobé la technologie norvégienne Fast : « Alltheweb » et aussi le moteur « Altavista ») et qu'il n'utilise pas les mêmes critères de tri de résultats (que Google). L'objectif était d'avoir une image comparative entre les deux moteurs, c'est pourquoi nous avons repris la même suite d'interrogations et la même procédure; à constater que le nombre des résultats diffère : en général, Yahoo nous a affiché un nombre très grand et inexploitable des réponses, par rapport à Google. En plus, une fois effectuée la dernière sous-étape de notre recherche, en ajoutant (par l'opérateur AND) les mots outils, le nombre des résultats a été augmenté, contrairement à ce

qu'on attendait. A la fin, après avoir consulté les premières 40 réponses et noté celles pertinentes, nous avons sélectionné seulement 3, car les autres avaient été déjà trouvées ailleurs.

En ce qui concerne l'interrogation en anglais, nous avons eu les mêmes difficultés que pour celle en français: le nombre inexploitable de résultats à cause de la surabondance et du bruit, l'accroissement inexplicable du nombre de réponses après ajouter les mots outils, la faible pertinence et, à la fin, l'existence de documents déjà trouvés par un autre moyen.

Le tableau suivant présente les réponses de Yahoo :

<i>Les étapes de la recherche</i>	<i>Les sous - étapes</i>	<i>Les descripteurs utilisés</i>	<i>Résultats trouvés</i>	<i>Résultats pertinents et retenus</i>	<i>Taux de pertinence</i>
Phase 1 (interrogation en français)	1.1	allintitle: "droit d'auteur"	393 000		
	1.2	(redevances OR redevance) intitle:"droit d'auteur "	16 700		
	1.3	économie (redevances OR redevance) intitle:"droit d'auteur"	2 070		
		économique (redevances OR redevance) intitle:"droit d'auteur"	3 790		
	1.4	(économie OR économique) (redevances OR redevance) (statistique OR bilan OR rapport) intitle:"droit d'auteur"	2 700 (dont consultés les premiers 40) <u>Commentaire</u> : un grand nombre de résultats retrouvés aussi par Google	24 dont 3 retenues	12,5 %
Phase 2 (interrogation en anglais)	1.1	allintitle: copyright OR "author's right " OR "author's rights"	19 200		
	1.2	royalties intitle: copyright OR "author's right " OR "author's rights"	1 450		
	1.3	(economy OR economic) royalties intitle: copyright OR "author's right " OR "author's rights"	2845		
	1.4	(economy OR economic) (statistics OR "balance sheet" OR report) royalties intitle: copyright OR "author's right " OR "author's rights"	12 000 (dont consultés les premiers 40)	2 dont 0 retenues	5 %

FindLaw : Law Crawler - Legal Web & Databases Search

<http://web.lawcrawler.com/>

Ce moteur permet d'effectuer de recherches dans les sites web juridiques et dans toutes les documents dans le domaine du droit. Il propose aussi un annuaire spécialisé en textes législatives, mais au cadre de notre recherche, seulement le moteur a été utilisé, parce que le contenu du répertoire n'est pas en relation avec notre sujet, en référant des sites qui publient des textes législatives.

On a fait la recherche en 3 étapes : une en français, en reprenant la suite d'interrogations utilisée au cas des autres moteurs, et les deux dernières en anglais en employant des descripteurs et des combinaisons différents. Le tableau qui suit donne les détails de notre démarche :

<i>Les étapes de la recherche</i>	<i>Les sous - étapes</i>	<i>Les descripteurs utilisés</i>	<i>Résultats trouvés</i>	<i>Résultats pertinents et retenus</i>	<i>Taux de pertinence</i>
Phase 1 (interrogation en français)	1.1	"droit d'auteur"	10 200		
	1.2	"droit d'auteur" and (économie OR économique)	927		
	1.3	"droit d'auteur" and (économie OR économique) and (redevances OR redevance)	29	7 et 5 retenus	24,13 %
Phase 2 (interrogation en anglais)	2.1	copyright OR "author's right"	4 940 000		
	2.2	(copyright OR "author's right") and (economy OR economics)	2 130 000		
	2.3	(copyright OR "author's right") and (economy OR economics) and royalties	24 300 (dont consultés les premiers 40)	9 dont 2 retenus	22,5 %
Phase 3 (interrogation en anglais)	3.1	"intellectual property" - industrial	1 680 000		
	3.2	("intellectual property" - industrial) and (economy OR economics)	209 000		
	3.3	("intellectual property" - industrial) and (economy OR economics) and "copyright industries"	1230		
	3.4	("intellectual property" - industrial) and (economy OR economics) and "copyright industries" and "value added"	159 (dont consultés les premiers 40)	21 dont 11 retenus	52,5 %

2.2.7 Les bases de données

DIALOG

www.dialogweb.com

Le serveur DIALOG administré par le Groupe Thompson regroupe environ 500 bases de données bibliographiques dans des domaines diverses d'activité : sciences et techniques, économie, sciences humaines, juridique etc. Il est accessible via Internet avec un login et un mot de passe avec un coût assez élevé, mais gratuitement à l'Enssib grâce au contrat fait entre l'école et le serveur.

Afin de trouver les bases les plus appropriées pour notre sujet de recherche, DIALOG nous donne la possibilité de consulter, sans charge, la liste par domaines accessible en cliquant dès la page d'accueil le bouton « Databases » ; ensuite le serveur a une section spéciale dédiée à la propriété intellectuelle qui comprend trois catégories : « Copyrights », « Patents » et « Trademarks » ; seule la première est pertinente pour nous, parce que le sujet de notre recherche n'est pas concerné ni par les brevets, ni par les marques. Cette catégorie ne contient qu'une seule base de donnée : « U.S. Copyrights », ce qui nous a fait effectuer une recherche préliminaire au but de trouver d'autre bases qui pourraient contenir documents pertinents pour nous ; on a utilisé donc l'index en l'interrogeant avec le mot « copyright » qui est suffisamment large pour permettre ramasser un grand nombre de bases de données d'où on peut choisir les plus appropriées. Le system nous a affiché 90 de bases répondant à notre interrogation, dont nous avons retenu 12 en excluant celles qui contenaient des brevets, marques ou des documents dans d'autres domaines d'activité plus éloignés que notre centre d'intérêt (et où le nombre de documents trouvés comprenant le mot « copyright » était trop petit pour qu'il soit relevant) et celles où l'accès n'était pas autorisé.

Au cadre de notre recherche, nous avons employé les trois descripteurs les plus importants pour notre démarche : « copyright », « royalties » et « economy » en les combinant et en utilisant la troncature là où on en a eu besoin ; la délimitation par date de publication a été aussi nécessaire. Le tableau suivant synthétise nos recherches :

Search History

Database Details			
Set	Term Searched	Items	
S1	COPYRIGHT	4022369	Display
S2	ROYALT?	337887	Display
S3	S1 AND S2	37650	Display
S4	ECONOM?	6804877	Display
S5	S3 AND S4	7196	Display
S6	PY=1996	3380546	Display
S7	S5 AND S6	333	Display
S8	RD S7 (unique items)	288	Display

En ce qui concerne la pertinence, après avoir consulté la notice bibliographique abrégé de toutes les documents trouvés on a sélectionné 43 de résultats jugés pertinents par rapport à notre sujet que l'on a lu intégralement (Dialog donne la possibilité de lire en texte intégrale les documents concernant le domaine de la propriété intellectuelle) et retenu enfin 10.

En termes de coût, on a constaté que les bases de données du Groupe Gale ont été les plus chères à consulter.

3. Bilan

3.1. Résultats et pertinence des sources

Comme le tableau ci-dessous le dévoile les sites web spécialisés ont été la source la plus riche et, en même temps, la plus pertinente pour notre recherche. Ensuite un grand nombre de résultats a été aussi fourni par les moteurs de recherche, mais la relation avec le sujet de la recherche et, d'ici, la pertinence de chacun d'eux est moins remarquable.

Note : les annuaires n'ont pas été inclus dans ce tableau parce qu'ils nous ont fourni uniquement des sites, et non de documents.

<i>Source</i>	<i>Résultats</i>	<i>Pourcentage</i>
Sites ressource	56	46,28 %
Recherche manuelle	9	7,43 %
SUDOC	4	3,30 %
ArchiveSIC	0	0 %
Moteurs de recherche	42	34,71 %
Bases de données (serveur DIALOG)	10	8,26 %
<i>TOTAL</i>	<i>121</i>	<i>100 %</i>

3.2 Temps et coûts

Il est difficile à estimer de façon exacte le temps et les coûts de notre recherche. Si la durée peut-être précisée avec une certaine évaluation approximative, le coût n'est pas estimable, dans la mesure où la connexion à l'Internet et l'accès aux bases de données sont gratuites à l'Enssib. Cependant, le serveur DIALOG affiche à la fin d'une session le coût de la consultation ; c'est la seule indication exacte que nous possédons.

<i>Type de recherche et outils</i>	<i>Durée</i>	<i>Coûts</i>
Annuaire	~ 10 h	Connexion Internet gratuite à l'école
Sites ressource	~ 40 h	
Recherche manuelle	4 h	
SUDOC	0 h 30 min	
Archives SIC	0 h 15 min	
Moteurs de recherche	~ 5 h	
Bases de données	1h	\$10.29

Première partie : méthodologie

<i>TOTAL durée recherche</i>	~ 60h 45 min	\$10.29
Lecture documents primaires	~ 10 h	
Mise en forme de la bibliographie	~ 10 h	
Rédaction de la méthodologie et de la synthèse	~ 50 h	
TOTAL final	~ 134 h	\$10.29

Deuxième partie : synthèse

Avant de commencer pratiquement cette partie, il est important et nécessaire de préciser les documents qui sont à la base de notre synthèse. Pour ça il faut d'abord expliquer sa structure : la synthèse se compose de trois parties : la première partie vise à donner une image globale sur les enjeux économiques des industries du droit d'auteur au niveau mondial. Elle présente les chiffres clés spécifiques aux différents pays en essayant de donner une image comparative aussi synchronique (les données disponibles pour la même année), que diachronique (l'évolution avec le temps de ces chiffres) de la situation au niveau mondial tant que les données disponibles nous permettent. Elle s'appuie sur quatre documents principaux :

PICARD, Robert G.; TOIVONEN, Timo E.; GRÖNLUND, Mikko. *The Contribution of Copyright and Related Rights to the European Economy: Based on Data from the Year 2000: Final Report*. [en ligne] European Commission Directorate General – Internal Market, 2003. 142 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : http://europa.eu.int/comm/internal_market/publications/docs/report-copyright-contribution_en.pdf >

SIWEK, Stephen E. *Copyright Industries in the U.S. Economy: The 2004 Report*. [en ligne] International Intellectual Property Alliance, 2004. 48 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : < http://www.iipa.com/pdf/2004_SIWEK_FULL.pdf >

ALLEN Consulting Group. *The Economic Contribution of Australia's Copyright Industries*. [en ligne] Melbourne, 2001. 28 p. [consulté le 19 janvier 2005]. Disponible sur : <[http://www.copyright.com.au/reports%20&%20papers/\(c\)_Value.pdf](http://www.copyright.com.au/reports%20&%20papers/(c)_Value.pdf) >

WALL COMMUNICATIONS INC. *La contribution économique des industries du droit d'auteur à l'économie canadienne*. [en ligne] Patrimoine canadien, 2004. 110 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : < http://www.pch.gc.ca/progs/ac-ca/progs/pda-cpb/pubs/economic_contribution/economic_contr_f.pdf >

On doit y mentionner que la littérature existante sur ce sujet n'est pas du tout riche, les œuvres dédiées pouvant être rapidement comptées. Le seul pays où on a effectué périodiquement des analyses dans ce domaine est les États-Unis ; là, Stephen E. Siwek, directeur à Economists Inc., a coordonné chaque année

l'élaboration pour IIPA du rapport officiel sur l'influence que les industries du copyright ont sur le budget de l'état. Il y en a dix rapports, le dernier étant celui paru en décembre 2004.

Au niveau européen, seules les pays germaniques et scandinaves se remarquent par une activité et un intérêt soutenus pour connaître la contribution des industries du copyright à l'économie locale : Allemagne (1989), Autriche (1989), Finlande (1997) et Norvège (1999). Mais, dernièrement, les autres pays sont devenu de plus en plus conscients de la valeur économique significative du droit d'auteur et on constate au niveau documentaire la parution de rapports faits dans et pour des pays comme : Canada, Australie et même Chili, Singapore et Russie.

La deuxième de la présente synthèse veut illustrer, de la même façon, l'aspect économique du droit d'auteur en France et s'appuie sur les chiffres offertes principalement par les sociétés françaises de gestion collective et secondairement par les organismes internationales qui ont inclue dans leurs statistiques officielles aussi la situation de la France. Il n'existe pas à l'heure actuelle un rapport national qui mesure et présente l'impact des industries françaises du droit d'auteur sur économie nationale ; les informations officielles et publiques sont lapidaires et dispersées dans des différents documents, en étant difficile à les ramasser de manière séquentielle afin d'avoir une image claire sur le problème, en existant aussi des petites lacunes en spécial pour les données concernant la photographie et les arts visuels. Les documents qui ont alimenté en information cette partie se retrouvent dans la section 1.1 de la Bibliographie.

La troisième et dernière partie de la synthèse est dédiée au piratage dans le monde et à l'évasion économique qui résulte du piratage. La documentation pour ces aspects a été procurée principalement de l'IIPA (International Intellectual Property Alliance) qui élabore périodiquement des rapports et des statistiques pour chaque pays et pour chaque région du monde concernant la situation en pourcentage du piratage, en présentant les évolutions faites et les décisions prises à ce niveau ; pour les chiffres indiquant le piratage des logiciels nous nous sommes servis des documents fournis par BSA (Business Software Alliance).

1. La contribution des industries du droit d'auteur à l'économie mondiale : étude comparatif

1.1. Introduction

Les études faites dans les dernières années par les organismes habilités ont prouvé que les industries du droit d'auteur apportent des contributions importantes à l'économie nationale et internationale, plus que d'autres secteurs d'activité qui reçoivent habituellement plus d'attention de la part de décideurs politiques et économiques. Elles connaissent un des plus grands et des plus rapides accroissement des capitaux économiques au niveau mondial, en étant un secteur qui se développe à un rythme plus élevé que le reste de l'économie.

Cette importance qui commence à être ressentie au plan budgétaire global n'était pas bien comprise dans le passé, ce qui explique partiellement la manque persistante pendant des années d'information et de documentation dans ce domaine. C'est en 2003 que l'OMPI a créé un guide descriptif pour indiquer comment calculer la contribution économique des activités fondées sur la protection du droit d'auteur.

Au niveau mondial un très petit nombre de pays a été intéressé d'élaborer de statistiques concernant l'impact des industries du droit d'auteur sur l'économie : les pays nord-américaines, les pays scandinaves, Allemagne, Australie. Au niveau européen, le premier et le seul rapport officiel existant dans cette direction a été fait à la demande de la Commission Européenne en 2003 mais avec les données disponibles pour l'année 2000. Il présente en chiffres et pourcentages les enjeux économiques du droit d'auteur en termes de contribution effective à l'économie nationale de chaque pays présentés (la chiffre d'affaire et la valeur ajoutée) et, aussi, en termes d'emploi⁷. Toutes les autres rapports, comme par exemple ceux faits en Etats Unis, Canada ou Australie, prennent en compte aussi les revenus provenant de ventes et d'exportations à l'étranger. Le guide d'OMPI même montre que l'impact économique doit être calculé pour tous les trois grand indicateurs : la valeur ajoutée, l'emploi et le commerce extérieur.

⁷ Les métiers pris en compte sont ceux enregistrés par ISCO (International Standard Classification of Occupations) ; v. l'Annexe 1.

1.2. Le calcul de l'impact économique

Le calcul de l'*impact économique*⁸ est, donc, fait premièrement à partir de la valeur ajoutée brute (VAB), en sachant que seul, le produit intérieur brut (PIB), le rendement brut d'une industrie, d'un secteur ou d'une activité, il surestime la contribution de ce secteur-là au revenu national car il inclue aussi les entrées produites par d'autres industries. La taille économique des industries du droit d'auteur peut être, ainsi, mesurée de trois façons :

- a) par rapport à la *production* ; c'est la procédure standard utilisée dans le passé ; elle suppose que le calcul soit basé sur le PIB, qui représente la différence entre le rendement et la consommation intermédiaire ; la valeur ajoutée des industries du droit d'auteur est comparée avec la somme de la valeur ajoutée de toutes les autres industries ou activités.
- b) par rapport aux *dépenses* : le PIB est traité comme somme de toutes les catégories de dépense (les consommations de tous types, les investissements privés, les achats du gouvernement, les exports etc.) et comparé avec la somme de toutes les catégories de dépense des industries du droit d'auteur ;
- c) par rapport au *revenu* : le PIB est traité comme somme totale de paiements faits aux facteurs de la production et comparé avec la somme de compensation payée au employés de l'industrie du droit d'auteur (par exemple par des salaires, des bonifications ...) plus les bénéfices connexes du droit d'auteur qui s'accumulent aux entreprises.

Le deuxième indicateur, l'emploi, est plus simple à calculer, quand les chiffres sont disponibles. Les données à prendre en compte sont : les employés dans les entreprises et les artistes indépendants. On calcule le nombre total des employés et, aussi, le pourcentage que ce nombre représente de toute la main d'œuvre active d'un pays ou région.

⁸ Source : WIPO. *Guide on surveying the economic contribution of the copyright-based industries*. [en ligne] Geneva: World intellectual property organisation, 2003. 104 p. [consulté le 19 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.wipo.int/copyright/en/publications/pdf/copyright_pub_893.pdf> (notice n° [69] de la Bibliographie)

Le troisième indicateur : le commerce extérieur est mesuré en trois étapes en faisant une très claire distinction entre l'exportation des biens physiques et le flux des redevances (qui ne sont pas attachées à la catégorie : biens et services) :

- a) l'identification des échanges des biens et des services dans le secteur du droit d'auteur, à l'exclusion des redevances;
- b) l'identification du flux des redevances ;
- c) combiner le flux des biens et des services avec le flux des redevances.

1.3. Le pouvoir économique des industries du droit d'auteur

En ce qui concerne les industries du droit d'auteur, il y a deux secteurs pour lesquels on calcule l'impact économique : « le noyau »⁹ et les industries dépendantes¹⁰. Les industries qui font partie du noyau sont celles qui ont comme mission de produire et de diffuser exclusivement les oeuvres qui font l'objet du droit d'auteur ; parmi leurs activités : la littérature, la musique, les productions théâtrales, l'opéra, les films, les photographies, les arts graphiques, les logiciels et les bases de données etc. Par contre, les industries de la deuxième catégorie dépendent de l'existence des œuvres produites par le noyau ; elles créent et diffusent l'équipement nécessaire à la production et le fonctionnement des ces œuvres : les ordinateurs et équipements informatiques, les postes TV et radio, les instruments musicales etc.

Les industries du noyau ont en général une plus grande contribution à l'économie que celles dépendantes :

- en Europe (UE 15) : plus de six fois au budget et trois fois à l'emploi national;
- aux Etats Unis : presque deux fois la valeur ajoutée et, aussi (deux fois), la contribution à l'emploi national.

Les tableaux ci-dessous détaillent ces valeurs :

⁹ En anglais : « core copyright industries » . L'appellation utilisée dans le rapport canadien est « les industries principales »

¹⁰ En anglais : « copyright dépendent industries » ou « copyright hardware industries ». L'appellation utilisée dans le rapport canadien est « les industries périphériques ».

UNION EUROPEENNE (15) : tableau général avec la différence entre les deux types d'industrie¹¹ (selon les chiffres de 2000)¹²

	<i>La contribution des industries du droit d'auteur à l'économie européenne : en %</i>	<i>La contribution des industries du droit d'auteur à l'économie européenne : en millions d'euros</i>	<i>Emploi : en %</i>	<i>Le nombre total d'employés</i>
NOYAU	4 %	7.8	2 %	
DEPENDANTS	1.3 %	4.2	1.1 %	
TOTAL	5.3 %	plus de €1.2 milliard (dont €450 milliard valeur ajoutée)	3.1 %	5.2 million personnes

Les Etats Unis : tableaux généraux avec la différence entre les deux types d'industrie¹³ (analyse diachronique 1998-2002)

La contribution à l'économie nationale : en %

	2002	2001	2000	1999	1998
Le noyau	6%	5.24%	5%	4.94% du PIB (une augmentation de 10.9% par rapport à 1998)	
Total	12%	7.75%	7.50%	7.33% of PIB (augmentation de 9.9% par rapport à 1998)	6.94% of PIB

La contribution à l'économie nationale : en milliards de dollars.

	2002	2001	2000	1999	1998
Noyau	\$626.6	\$535.1 (augmentation de \$75 million par rapport à 1999)	\$520	\$457.2	\$412.3
Total	\$1 250	\$791.2	\$770	\$677.9	\$616.7

Emploi : en %

	2002	2001	2000	1999
Noyau	4%	3.5%	3.45%	3.24%
Total	8.41%	6%	5.8%	5.7%

¹¹ Source : PICARD, Robert G.; TOIVONEN, Timo E.; GRÖNLUND, Mikko. *The Contribution of Copyright and Related Rights to the European Economy: Based on Data from the Year 2000: Final Report*. [en ligne] European Commission Directorate General – Internal Market, 2003. 142 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : http://europa.eu.int/comm/internal_market/publications/docs/report-copyright-contribution_en.pdf

¹² Les cases vides correspondent aux données non-disponibles.

¹³ On a utilisé comme sources toutes les rapports écrits par Stephen E Sewek (qui sont aussi présents dans la bibliographie : v. Troisième partie, le sous-chapitre 1.3, notices n° : [61]-[66])

Le nombre total d'employés (en millions d'employés)

	2002	2001	2000	1999
Noyau	5.48	4.7	4.5	4.3
Total	11.47 million d'employés ¹⁴	8	7.8	

Quelques remarques sont à faire après avoir présenté ces chiffres ! Si pour l'Europe, les données ne sont pas si riches pour avoir une présentation détaillée sur leur évolution avec le temps, pour les Etats Unis la situation n'est pas la même, ce qui nous a permis exposer les chiffres correspondant aux années 1998 – 2002 tant qu'elles ont été disponibles. En ce qui concerne la chiffre d'affaire et la valeur ajoutée des industries du copyright, on observe une croissance marquante : de deux fois en quatre ans. Pour étendre l'analyse sur les années précédentes, il faut indiquer que, selon les données extraites de notre documentation, entre 1977 et 2001 les industries du copyright dans les Etats Unis ont contribué considérablement à l'économie nationale avec un taux de croissance de 7,01 % chaque année. En termes d'emploi, le taux a augmenté de 3,3 % (soit 3 million employés) de la main d'œuvre du pays en 1977 à 5,9 % (soit 8 millions employés) en 2001.

Dans le cas de l'Australie, où il n'existe qu'un seul rapport dévoilant la contribution économique des activités fondées sur la protection du droit d'auteur, fait selon les données de l'année 2000, les chiffres présentent la même réalité : c'est un secteur parmi ceux qui évoluent le plus rapidement au niveau économique, comparable avec les services de communication ou les finances et les assurances. Copyright n'est pas seulement une source puissante de croissance économique, mais aussi, il crée des emplois et stimule le commerce. Si on doit faire une comparaison entre les valeurs indiquées dans les rapports officiels disponibles dans le monde entier, les industries du copyright d'Australie ont la moindre contribution; par exemple, en 2000 elles ont eu 3,30 %, tant que dans les Etats Unis elles ont eu une contribution économique de 7,59 % et au Canada 5,54 %. D'ailleurs, il y a beaucoup de données qui manquent ; on a essayé de les synthétiser dans le tableau qui suit :

Australie :

	<i>Avant 2000</i>	<i>2000</i>	<i>Observations</i>
<i>La contribution économique: en %</i>	2,90 % en 1991 3,00 % en 1996	3,3 %	Le taux de croissance annuelle est de 5.7 %
<i>La contribution économique: en \$ million</i>		\$19.2 million (dont le noyau \$9.7 million)	
<i>Emploi en %</i>		3,8 %	
<i>Le nombre total d'employés</i>	312 000 employés en 1996	345 000 employés	Le taux de croissance annuelle est de 2.7 %

Au Canada les données existantes démontrent, aussi, comme par tout dans le monde, que le secteur du droit d'auteur a des contributions remarquables au budget de l'état, contributions qui augmentent de façon constante ; une conclusion intéressante relevée, par le rapport canadien, qui reflète ça est que « le taux moyen de croissance annuelle des industries du droit d'auteur [6,46 %] est approximativement deux fois supérieur à celui de l'économie en général [3,27 %] »¹⁵.

Le secteur le plus dynamique et qui apporte la somme la plus significative d'argent à l'économie nationale est celui de logiciels et bases de données : une contribution constante au PIB de 16 % (soit près de 10 000 million dollars). Il est suivi à grande distance par le secteur de la photographie et des arts visuels et graphiques : moins de 10 % (6 000 millions dollars) et les media écrits : 8 % (9 000 millions dollars). Le domaine avec les moindres contributions est celui du radio et télévision : moins de 2 %.

Les industries du noyau ont un impact économique plus important que celles dépendantes : en 2002 elles ont contribuent avec 40 000 million dollars à l'économie nationale canadienne, contre 15 000 million dollars les industries périphériques (dépendantes).

¹⁴ Le même niveau que le secteur de la santé et de l'assistance sociale.

¹⁵ WALL COMMUNICATIONS INC. *La contribution économique des industries du droit d'auteur à l'économie canadienne*. [en ligne] Patrimoine canadien, 2004. 110 p. [consulté le 18 janvier 2005] .Disponible sur: < http://www.pch.gc.ca/progs/ac-ca/progs/pda-cpb/pubs/economic_contribution/economic_contr_f.pdf > (notice n° [68] de la Bibliographie)

Canada

La contribution à l'économie nationale :

	1991		2002	
	<i>en millions de dollars</i>	<i>en pourcentage</i>	<i>en millions de dollars</i>	<i>en pourcentage</i>
Noyau	19 598	2,81 %	39 561	3,99 %
Total	26 987	3,87 %	53 408	5,38 %

La contribution à l'emploi national

	1991		2002	
	<i>Le nombre total d' employés</i>	<i>L'emploi en pourcentage</i>	<i>Le nombre total d' employés</i>	<i>L'emploi en pourcentage</i>
Noyau		3,87 %		5,38 %
Total	~ 500 000	4,5 %	~ 900 000	6,9 %

2. Les données économiques de droit d'auteur en France

2.1 Les chiffres globaux

En France, les industries du droit d'auteur ont une contribution annuelle au budget de l'Etat de 61,838 millions euros, soit un taux de 4,4 % ; comme on peut l'observer, c'est un peu sous le niveau moyen de l'Europe (5,3 %). En termes d'emploi il y a 672 808 personnes qui travaillent dans ce domaine (v. Annexe 1 pour voir les métiers pris en compte), soit 2,8 % de la main de l'œuvre au niveau national.

La protection intellectuelle des nouvelles technologies (les logiciels et bases de données) apporte la plus importante contribution: 1,87 % de l'économie nationale, chiffre qui dépasse en valeur le niveau moyen européen (1,35 %). Ensuite :

- les media écrits [l'édition] – 0,83 % (sous le niveau moyen européen : 1,07 %),
- les industries de la publicité – 0,42% (au-dessus du niveau européen: 0,33 %),

- les media audiovisuels – 0,28% (sous le niveau européen : 0,41 %) et
- la musique – 0,06% (le même niveau que celui européen).

En ce qui concerne les industries qui font partie du noyau, elles apportent ensemble une contribution de 3,4 % en termes de valeur ajoutée et de 2,8 % en termes d'emploi.

2.2. Les sociétés de gestion collective

L'ensemble de ces chiffres est retrouvable aussi dans les données offertes par les sociétés de gestion collective. Même si les documents fournis par ces organisations ne sont pas pris en compte par les statistiques officielles globales, on a considéré qu'ils sont une source assez importante pour nous ; ils exposent des données économiques de droit d'auteur, mais l'inconvénient est qu'elles ne sont pas exhaustives et ne couvrent pas tous les domaines.

Généralement, en étudiant leurs rapports d'activité on constate que le revenu de ces sociétés a augmenté considérablement les dernières années, ce que l'on peut observer aussi du tableau suivant, tableau qui essaye de synthétiser les chiffres parvenus par les statistiques et les bilans de ces organisations:

Les sommes sont exprimées en **millions euros**, sauf pour les cas indiqués expressément en gras.

	ADAMI	SACD	SPRE	SACEM
2003	27,3	141	6,1	708,5
2002	22,59	137,4	5,6	672,4
<i>Variation 2002-2003</i>	<i>21,12%</i>	<i>2,50 %</i>	<i>7.7 %</i>	<i>5,4 %</i>
2001	21,53		51,401	637,8
<i>Variation 2001-2002</i>	<i>4,92 %</i>	<i>2,3 %</i>	<i>11 %</i>	<i>6,9 %</i>
2000	159,20 million francs		44.27	3,912 milliards francs
<i>Variation 2000-2001</i>	<i>1,37 %</i>	<i>1,25 %</i>	<i>16 %</i>	<i>6,1 %</i>

On peut constater facilement de ce tableau que dans le domaine de la musique les perceptions (collectées par SACEM) sont les plus élevées à grande distance d'autres secteurs; les média audiovisuelles sont ceux qui contribuent le plus, suivis par les domaines phonographique et vidéographiques. Cette situation s'explique par l'exploitation massive des œuvres musicales sur Internet, surtout

par l'évolution rapide des chiffres concernant le téléchargement de sonneries, dédicaces et messages, domaine d'où proviennent 2,7 millions d'euros (en 2003), soit une augmentation de 115,8 % par rapport à l'année 2002.

3. Le piratage dans le monde

Le phénomène du piratage est une menace et un problème constants à dimensions internationales et ses répercussions économiques sont majeurs. En termes de documentation, il n'existe pas des rapports récents qui estiment la valeur économique des pertes causées par la contrefaçon et les données disponibles sont soit incomplètes, soit contradictoires. Globalement, on estime le taux maximum annuel du piratage est de 9 % du commerce mondial, soit une valeur de 500 milliards d'euros. Seulement les Etats Unis perdent chaque année 25-30 million dollars à cause des matériaux piratés, ce somme n'incluant pas ceux piratés via Internet.

Cependant, les données abondent en ce qui concerne l'impact économique du piratage des logiciels, domaine où il existe déjà plusieurs rapports annuels. La conclusion la plus frappante qui se dégage est que, dans le monde quatre logiciels sur dix sont des copies illicites ; en France 45 % des logiciels utilisés sont piratés. Même si en 2004 on a enregistré le taux le moins élevé, au niveau mondial : 36% , taux qui est en continue descente selon les données du tableau ci-dessous¹⁶, le piratage des logiciels demeure une problème majeure.

L'année	1994	1995	1996	1997	1998	2004
Taux	49 %	46 %	43,50 %	40 %	38 %	36%

Les éditeurs nationaux et internationaux de logiciels perdent chaque année entre 9 et 12 milliards euros à cause de la contrefaçon. La région du monde où le taux du piratage des logiciels est le plus élevé est l'Europe de l'Est, mais en termes de pertes économiques les chiffres pour cette région sont parmi les moins significatives.

¹⁶ Business Software Alliance ; IDC. *First annual BSA and IDC global software piracy study*. [en ligne] Washington : Business Software Alliance (BSA), 2004. 14 p. [consulté le 5 février 2005]. Disponible sur : <http://www.bsaa.com.au/downloads/PiracyStudy070704.pdf> > (notice n° [41] de la Bibliographie)

Région	L'Amérique du Nord	Asie/Pacifique	L'Europe de l'ouest	L'Amérique latine	L'Europe de l'Est
Taux	23 %	53%	36%	63%	71%
Pertes	\$7,232	\$7,553	\$9,600	\$1,273	\$2,111

Les 5 taux de piratage les plus faibles dans le monde en 2001

- Etats-Unis (25%),
- Royaume-Uni (25%),
- Danemark (26%),
- Nouvelle Zélande (26%),
- Finlande (27%),
- Australie (27%).

Les 5 taux de piratage les plus forts dans le monde en 2001

- Vietnam (94%),
- Chine (92%),
- Indonésie (88%),
- Ukraine/ autres pays de la CEI (87%),
- Russie (87%)¹⁷.

Dans le cas de la France, le taux de piratage de logiciels (45 %) est le plus élevé de l'Europe de l'ouest, après Grèce (63 %) et Italie (49 %) ; à cause du piratage, le pays a aussi les plus grandes pertes économiques au niveau mondial (2,3 milliards de dollars, annuellement), derrière les Etats Unis et la Chine.

Le plus récent rapport de IDC sur l'impact économique du piratage des logiciels, présente à la fin 4 conclusions :

1. la croissance de l'industrie IT s'accélère avec la réduction du piratage de logiciels ;
2. une croissance accélérée de l'industrie IT favorise la création d'emplois, augmente les recettes fiscales et soutient l'expansion économique ;

3. les pays qui présentent un taux de piratage élevé ont le plus à gagner d'une réduction du piratage ;
4. par stratégies politiques cohérentes, il est possible de réduire le piratage de 10% jusqu'à 2006. Cette réduction « *pourrait apporter une croissance de 21,7 milliards d'euros au secteur, créer 45 000 emplois et générer 6 milliards d'euros de recettes fiscales* »¹⁸.

¹⁷ Pour la liste complète et mise à jour (les données les plus récentes : l'année 2003), voir Annexe 3

¹⁸ Bertrand Salord, Porte-Parole de BSA France. Cité par : AGENCE Française pour le Jeu Vidéo. *Selon une étude IDC, 45 % des logiciels utilisés en France sont des copies illicites*. [en ligne] Paris : Agence Française pour le Jeu Vidéo, 11 Octobre 2004. [consulté le 18 février] Disponible sur : http://www.afjv.com/press0408/040825_piratage_logiciels.htm#top >

Troisième partie : bibliographie

PRESENTATION

Nous avons divisé cette bibliographie en deux parties, selon le type de publication : les rapports officiels et les œuvres non - officielles (ouvrages, articles et travaux universitaires). Il nous a semblé plus pertinent d'avoir une telle présentation à cause de la spécificité du sujet de recherche qui a demandé un plus d'attention sur les sources officielles : rapports, bilans, statistiques.

Pour la première partie, on a essayé de faire une liste bibliographique la plus complète possible, en englobant systématiquement les rapports élaborés au niveau national (en France), européen et mondial.

Les documents figurant dans la deuxième partie, qui n'est pas une liste exhaustive, mais sélective, ont été retenus en raison de leur pertinence qui a à la base deux critères majeurs : la relation en terme de contenu par rapport à notre sujet de recherche et la provenance des sources.

A l'intérieur de ces deux parties, nous avons organisé les références par ordre alphabétique.

Etant donné que tous les documents référencés dans la bibliographie n'ont pas le même niveau de pertinence par rapport au cœur du sujet de notre recherche, on a décidé d'indiquer ce niveau, en notant sur une échelle de 1 à 5 étoiles la pertinence de nos résultats, échelle où 1 étoile représente « le minimum de pertinence » et 5 « un maximum de pertinence ».

Note : les rapports des sociétés de gestion collective ont été jugés comme de 3 étoiles pas parce qu'ils sont moins pertinents, mais car le centre de notre recherche était « l'impact économique du droit d'auteur » ; alors, dans ces rapports on touche l'aspect économique, mais on ne mesure pas l'impact ou la contribution des industries du droit d'auteur au budget de l'état. Une exception a été faite au cas des rapports de WGAw, notés avec 2 étoiles, parce qu'ils ne contiennent pas des données concrètes, seulement des indications générales.

1. Rapports officiels

1.1. Au niveau national (France)



[1] CONSEIL supérieur de la propriété littéraire et artistique. *Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique : rapport d'activité 2002/2004*. [en ligne] Ministère de la culture et de la communication, 2004. 40 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.culture.gouv.fr/culture/cspla/CSPLArapport02-04.pdf>>



[2] SOCIETE civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes. *Bilan 2001*. [en ligne] Paris : ADAMI, 2003. [consulté le 19 janvier 2005] Disponible sur : <http://www.adami.fr/portail/affiche_article.php?rubr_id=331>



[3] SOCIETE civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes. *Bilan 2002*. [en ligne] Paris : ADAMI, 2003. [consulté le 19 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.adami.fr/portail/affiche_article.php?rubr_id=331&rubr_niv3=333>



[4] SOCIETE civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes. *Bilan 2003*. [en ligne] Paris : ADAMI, 2003. [consulté le 19 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.adami.fr/portail/affiche_article.php?rubr_id=331&rubr_niv3=665>



[5] SOCIETE civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes. *Rapport d'activité 2003*. [en ligne] Paris : ADAMI, 2004. 24 p. [consulté le 19 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.adami.fr/portail/upload/document/568_rapport_2003_definitif.pdf>



[6] SOCIETE des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique. *Rapport annuel 1999*. [en ligne] Nanterre : SACEM, 2000. 28 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.sacem.fr/portailSacem/jsp/ep/contentView>>



[7]. SOCIETE des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique. *Rapport annuel 2000*. [en ligne] Nanterre : SACEM, 2001. 27 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.sacem.fr/portailSacem/jsp/ep/contentView>>



[8] SOCIETE des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique. *Rapport annuel 2001*. [en ligne] Nanterre : SACEM, 2002. 28 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.sacem.fr/portailSacem/jsp/ep/contentView>>



[9] SOCIETE des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique. *Rapport annuel 2002*. [en ligne] Nanterre : SACEM, 2003. 28 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.sacem.fr/portailSacem/jsp/ep/contentView>>



[10] SOCIETE des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique. *Rapport annuel 2003*. [en ligne] Nanterre : SACEM, 2004. 32 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.sacem.fr/portailSacem/jsp/ep/contentView>>



[11] SOCIETE des auteurs et des compositeurs dramatiques. *Rapport d'activité 2002*. [en ligne] Paris : SACD, 2003. 32 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.sacd.fr/telechargement/societe/r_annuel02.pdf>



[12] SOCIETE des auteurs et des compositeurs dramatiques. *Rapport d'activité 2003*. [en ligne] Paris : SACD, 2004. 32 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.sacd.fr/telechargement/societe/r_annuel03.pdf>



[13] Société civile des auteurs multimédia. *Rapport d'activité 2002*. [en ligne] Paris : SCAM, 2003. 62 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.scam.fr/telecharger.php>>



[14] Société civile des auteurs multimédia. *Rapport d'activité 2003*. [en ligne] Paris : SCAM, 2004. 20 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.scam.fr/telecharger.php>>



[15] SOCIETE pour la Perception de la Rémunération Equitable. *Rapport d'activité. Exercice 2001*. [en ligne] Paris : SPRE, [2002]. 4 p. [consulté le 19 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.spre.fr/download/Rapport%20activité%202001.pdf>>



[16] SOCIETE pour la Perception de la Rémunération Equitable. *Rapport d'activité. Exercice 2002*. [en ligne] Paris : SPRE, [2003]. 4 p. [consulté le 19 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.spre.fr/download/Rapport%20activité%202002.pdf>>



[17] SOCIETE pour la Perception de la Rémunération Equitable. *Rapport d'activité. Exercice 2003*. [en ligne] Paris : SPRE, [2004]. 4 p. [consulté le 19 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.spre.fr/download/Rapport%20activité%202003.pdf> >



[18] SOCIETE pour la Perception de la Rémunération Equitable. *Perceptions*. [en ligne] Paris : SPRE, [2004]. [consulté le 19 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.spre.fr/chiffres_perceptions.asp >

1.2 Au niveau européen.



[19] EUROPEAN Audiovisual Observatory. *Economy of the European audiovisual industry*. Strasbourg: European Audiovisual Observatory, 2002. In: Yearbook 2002, Volume 1.



[20] EUROPEAN Audiovisual Observatory. *Economy of the European audiovisual industry*. Strasbourg: European Audiovisual Observatory, 2003. In: Yearbook 2003, Volume 1, 144 p.



[21] IFPI. *Rapport annuel 2003-2004*. [en ligne] Berne : Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle, 2004. 24 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.ige.ch/F/institut/documents/i102jb04f.pdf> >



[22] KODA. *Annual Report 1999*. [en ligne] Copenhagen: KODA, 2000. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.koda.dk/usr/koda/english/kodaweb.nsf/index> >



[23] KODA. *Annual Report 2000*. [en ligne] Copenhagen: KODA, 2001. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.koda.dk/usr/koda/english/kodaweb.nsf/index> >



[24] KODA. *Annual Report 2001*. [en ligne] Copenhagen: KODA, 2002. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.koda.dk/usr/koda/english/kodaweb.nsf/index> >



[25] KODA. *Annual Report 2002*. [en ligne] Copenhagen: KODA, 2003. 23 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur :

<[http://www.koda.dk/usr/koda/english/kodaweb.nsf/filer/annnuelrep2002/\\$file/KODAAnnualReport2002.pdf](http://www.koda.dk/usr/koda/english/kodaweb.nsf/filer/annnuelrep2002/$file/KODAAnnualReport2002.pdf)>



[26] KODA. *Annual Report 2003*. [en ligne] Copenhagen: KODA, 2004. 23 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <[http://www.koda.dk/usr/koda/english/kodaweb.nsf/filer/annualrep04/\\$file/Annual+report+o4.pdf](http://www.koda.dk/usr/koda/english/kodaweb.nsf/filer/annualrep04/$file/Annual+report+o4.pdf)>



[27] NORDISK Copyright Bureau. *Annual report 2003*. [en ligne] Frederiksgade : NCB, 2004. 32p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.ncb.dk/pdf/regnskab-gb.pdf>>



[28] NORWEGIAN Copyright Industries. *The Economic Importance of Copyright Industries in Norway*. Helsinki: School of Economics and Business Administration; Business Research and Development Centre Media Group; Finnish Copyright Society; Finnish Copyright Institute, 2002.



[29] PICARD, Robert G.; TOIVONEN, Timo E.; GRÖNLUND, Mikko. *The Contribution of Copyright and Related Rights to the European Economy: Based on Data from the Year 2000: Final Report*. [en ligne] European Commission Directorate General – Internal Market, 2003. 142 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <http://europa.eu.int/comm/internal_market/publications/docs/report-copyright-contribution_en.pdf>



[30] REBOUL, Yves; PY, Emmanuel ; THOMAS, Stéphane. *Impacts de la contrefaçon et de la piraterie en Europe : Rapport final*. [en ligne] Centre d'études internationales de la propriété industrielle (CEIPI), 2004. 184 p. [consulté le 5 février 2005]. Disponible sur : <http://europa.eu.int/comm/justice_home/doc_centre/crime/studies/study_ceipi_couterfeiting_fr.pdf>



[31] SEO. *The Economic Importance of Copyright in the Netherlands 2001*. [Amsterdam]: University of Amsterdam, 2002.



[32] SINERVO, Petteri; PICARD Robert. *Economic Importance of Copyright Industries in Finland 2000*. Helsinki: Finnish Copyright Institute, Frenckell Printing Works Ltd, 2000.



[33] SOCIETE suisse pour les droits des auteurs d'œuvres musicales. *Rapport annuel 2003*. [en ligne] Zürich : SUISA, 2004. 40 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <www.suisa.ch>



[34] TOIVONEN, Timo E.; PICARD, Robert. *Economic Importance of Copyright Industries in Norway: Study Report*. Helsinki: Finnish Copyright Institute, Norweagen Copyright Industries in 1999, Frenckell Printing Works Ltd, 2002.



[35] TOIVONEN, Timo E.; PICARD, Robert. *Methods of Assessing the Economic Value of Copyright, A Review of Existing Studies: Paper presented before the Working Group of Experts on Survey Guidelines for Assessing the Economic Impact of Copyright and Related Rights*. Helsinki: World Intellectual Property Organisation working group meeting, 02.-05. Jul 2002.



[36] NORWAY's Performing Rights Society. *Aarstraport 2003*. [en ligne] Oslo : TONO, 2004. 35 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <[http://www.tono.no/oslo/tono.nsf/0/CF01101F0D0A0FD3C1256EC2002BE875/\\$FILE/TONO_original_lav.pdf](http://www.tono.no/oslo/tono.nsf/0/CF01101F0D0A0FD3C1256EC2002BE875/$FILE/TONO_original_lav.pdf)>

1.3 Au niveau mondial



[37] ADISQ. *Rapport annuel 2003-2004*. [en ligne] Montréal : Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo, 2004. 44 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.adisq.com/doc/pdf/rapport_annuel03_04.pdf>



[38] ALLENn Consulting Group. *The Economic Contribution of Australia's Copyright Industries*. [en ligne] Melbourne, 2001. 28 p. [consulté le 19 janvier 2005]. Disponible sur : <[http://www.copyright.com.au/reports%20&%20papers/\(c\)_Value.pdf](http://www.copyright.com.au/reports%20&%20papers/(c)_Value.pdf)>



[39] Business Software Alliance. *1998 Global Software Piracy Report*. [en ligne] Business Software Alliance (BSA), 1999. 13 p. [consulté le 5 février 2005]. Disponible sur: <http://www.securitymanagement.com/library/soft_piracy999.pdf>



[40] Business Software Alliance. *Seventh Annual BSA Global Software Piracy Study*. [en ligne] Business Software Alliance (BSA), 2002. 10 p. [consulté le 5 février 2005]. Disponible sur : <<http://www.bsaa.com.au/downloads/GlobalSoftwarePiracy.pdf>>



[41] Business Software Alliance ; IDC. *First annual BSA and IDC global software piracy study*. [en ligne] Washington : Business Software Alliance (BSA), 2004. 14 p. [consulté le 5 février 2005]. Disponible sur : <<http://www.bsaa.com.au/downloads/PiracyStudy070704.pdf>>



[42] Business Software Alliance ; IDC. *Expanding global economies: The benefits of reducing Software Piracy*. Washington : Business Software Alliance (BSA), 2004. 25 p. [consulté le 5 février 2005]. Disponible sur : <http://www.bsaa.com.au/downloads/EXPANDING_G_E.pdf>



[43] CONFEDERATION internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs. *Etude sur les perceptions en euros réalisées par les sociétés membres de la CISAC sur leurs territoires nationaux : exercice 2000-2002*. [en ligne] Nanterre : Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs (CISAC), 2003. 12 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <[http://www.cisac.org/web/Content.nsf/DocsByAlias/SG04-0706R1/\\$FILE/SG04-0706R1+-+Perceptions+Euros+-+FR.pdf](http://www.cisac.org/web/Content.nsf/DocsByAlias/SG04-0706R1/$FILE/SG04-0706R1+-+Perceptions+Euros+-+FR.pdf)>



[44] COMMISSION du droit d'auteur. *Rapport annuel 1999-2000*. [en ligne] Ottawa : Commission du droit d'auteur du Canada, 2001. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.cb-cda.gc.ca/aboutus/annreps/letter-f.html>>



[45] COMMISSION du droit d'auteur. *Rapport annuel 2000-2001*. [en ligne] Ottawa : Commission du droit d'auteur du Canada, 2001. 28 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.cb-cda.gc.ca/aboutus/annreps/20002001-f.pdf>>



[46] COMMISSION du droit d'auteur. *Rapport annuel 2001-2002*. [en ligne] Ottawa : Commission du droit d'auteur du Canada, 2002. 22 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.cb-cda.gc.ca/aboutus/annreps/20012002-f.pdf>>



[47] COMMISSION du droit d'auteur. *Rapport annuel 2002-2003*. [en ligne] Ottawa : Commission du droit d'auteur du Canada, 2003. 27 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.cb-cda.gc.ca/aboutus/annreps/20022003-f.pdf>>



[48] COMMISSION du droit d'auteur. *Rapport annuel 2003-2004*. [en ligne] Ottawa : Commission du droit d'auteur du Canada, 2004. 33 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.cb-cda.gc.ca/aboutus/annreps/20032004-f.pdf>>



[49] COMMISSION on Intellectual Property Rights. *Integrating Intellectual Property Rights and Development Policy*. [en ligne] London: Commission on Intellectual Property Rights, 2003. 191 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.iprcommission.org/papers/pdfs/final_report/CIPRfullfinal.pdf>



[50] *Economic contribution of copyright-based industries in Singapore*. [en ligne] National University of Singapore, 2004. 10 p. [consulté le 28 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.ipacademy.edu.sg/site/ipa_cws/resource/resource/news/WIPOexecsummary_151204.pdf>



[51] INTERNATIONAL Federation of Phonographic Industries. *Music Piracy Report*. [en ligne] London : IFPI, 2002. 24 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.ifpi.org/site-content/library/digital-music-report-2005.pdf>>



[52] INTERNATIONAL Intellectual Property Alliance. *USTR 2004 "Special 301": decisions on intellectual property: IIPA's 2002-2003 estimated trade losses due to copyright piracy (in millions of U.S. dollars) and piracy levels in-country: Asia Pacific*. [en ligne] Washington: International Intellectual Property Alliance (IIPA), 2004. 1 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.iipa.com/pdf/2004_Nov4_Special_301_DECISIONS_asia_pacific.pdf>



[53] INTERNATIONAL Intellectual Property Alliance. *USTR 2004 "Special 301": decisions on intellectual property: IIPA's 2002-2003 estimated trade losses due to copyright piracy (in millions of U.S. dollars) and piracy levels in-country: Europe and the CIS*. [en ligne] Washington: International Intellectual Property Alliance (IIPA), 2004. 1 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.iipa.com/pdf/2004_Nov4_Special_301_DECISIONS_europe_and_cis.pdf>



[54] INTERNATIONAL Intellectual Property Alliance. *USTR 2004 "Special 301": decisions on intellectual property: IIPA's 2002-2003 estimated trade losses due to copyright piracy (in millions of U.S. dollars) and piracy levels in-country: the Americas*. [en ligne] Washington: International Intellectual Property Alliance

(IIPA), 2004. 1 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.iipa.com/pdf/2004_Nov4_Special_301_DECISIONS_americas-rev.pdf>



[55] INTERNATIONAL Intellectual Property Alliance. *USTR 2004 "Special 301": decisions on intellectual property: IIPA's 2002-2003 estimated trade losses due to copyright piracy (in millions of U.S. dollars) and piracy levels in-country: Middle East*. [en ligne] Washington: International Intellectual Property Alliance (IIPA), 2004. 1 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.iipa.com/pdf/2004_Nov4_Special_301_DECISIONS_middle_east.pdf>



[56] INTERNATIONAL Intellectual Property Alliance. *USTR 2004 "Special 301": decisions on intellectual property: IIPA's 2003 estimated trade losses due to copyright piracy (in millions of U.S. dollars) and piracy levels in-country*. [en ligne] Washington: International Intellectual Property Alliance (IIPA), 2004. 1 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.iipa.com/pdf/2004_Nov4_Special_301_DECISIONS_full-rev.pdf>



[57] INTERNATIONAL Intellectual Property Alliance. *USTR 2004 "Special 301" recommendations: IIPA's 2001-2002 estimated trade losses due to copyright piracy (in millions of U.S. dollars) and piracy levels in-country*. [en ligne] Washington: International Intellectual Property Alliance (IIPA), 2004. 2 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.iipa.com/pdf/2003SPEC301LOSS.pdf>>



[58] LANGE, André. *L'impact du piratage sur l'industrie de l'audiovisuel : les sources d'information économique et statistique sur la piraterie matérielle et sur les échanges de fichiers*. [en ligne] Paris : l'Observatoire européen de l'audiovisuel ; Conseil de l'Europe, 2004. 18 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.obs.coe.int/online_publication/expert/impactpiratage.pdf>.



[59] RUSHTON, Michael. *Impact économique de la ratification des traités OMPI sur le régime de copie privée*. [en ligne] Patrimoine canadien, 2002. 31 p. [consulté le 28 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.pch.gc.ca/progs/ac-ca/progs/pda-cpb/pubs/ompi-wapo/ompi.pdf>>



[60] SOFTWARE & Information Industry Association . *SIIA's report on global software piracy 2000*. [en ligne] Washington: Software & Information Industry Association (SIIA), 2000. 24 p. [consulté le 5 février 2005]. Disponible sur : <<http://www.siiia.net/estore/GPR-00.pdf>>



[61] SIWEK, Stephen E ; MOSTELLER, Gale. *Copyright Industries in the U.S. Economy: The 1996 Report*. International Intellectual Property Alliance, 1996.



[62] SIWEK, Stephen E.; MOSTELLER, Gale. *Copyright Industries in the U.S. Economy: The 1998 Report*. [en ligne] International Intellectual Property Alliance, 1998. 3 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.iipa.com/pdf/1998_SIWEK_EXEC.PDF >



[63] SIWEK, Stephen E. *Copyright Industries in the U.S. Economy: The 1999 Report*. [en ligne] International Intellectual Property Alliance, 1999. 3 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.iipa.com/pdf/1999_SIWEK_EXEC.pdf >



[64] SIWEK, Stephen E. *Copyright Industries in the U.S. Economy: The 2000 Report*. [en ligne] International Intellectual Property Alliance, 2000. 3 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.iipa.com/pdf/2000_SIWEK_EXEC.pdf >



[65] SIWEK, Stephen E. *Copyright Industries in the U.S. Economy: The 2002 Report*. [en ligne] International Intellectual Property Alliance, 2002. 34 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.iipa.com/pdf/2002_SIWEK_FULL.pdf>



[66] SIWEK, Stephen E. *Copyright Industries in the U.S. Economy: The 2004 Report*. [en ligne] International Intellectual Property Alliance, 2004. 48 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.iipa.com/pdf/2004_SIWEK_FULL.pdf>



[67] U.S. Department of Justice. *Report of the department of justice's task force on intellectual property*. [en ligne] 2004. 96 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.eff.org/IP/20041013_DOJ_IPTaskForceReport.pdf>



[68] WALL COMMUNICATIONS INC. *La contribution économique des industries du droit d'auteur à l'économie canadienne*. [en ligne] Patrimoine canadien, 2004. 110 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.pch.gc.ca/progs/ac-ca/progs/pda-cpb/pubs/economic_contribution/economic_contr_f.pdf>



[69] World intellectual property organisation. *Guide on surveying the economic contribution of the copyright-based industries*. [en ligne] Geneva: World intellectual property organisation (WIPO), 2003. 104 p. [consulté le 19 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.wipo.int/copyright/en/publications/pdf/copyright_pub_893.pdf >



[70] Writers Guild of America, west Inc. *2000 WGAw Annual Report to Writers*. [en ligne] Writers Guild of America, west Inc. (WGAw), 2001. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.wga.org/> >



[71] Writers Guild of America, west Inc. *2001 WGAw Annual Report to Writers*. [en ligne] Writers Guild of America, west Inc. (WGAw.), 2002. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.wga.org/> >



[72] Writers Guild of America, west Inc. *2002 WGAw Annual Report to Writers*. [en ligne] Writers Guild of America, west Inc. (WGAw.), 2003. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.wga.org/> >



[73] Writers Guild of America, west Inc. *2003 Secretary-Treasurer's Report*. [en ligne] Writers Guild of America, west Inc. (WGAw.), 2004. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.wga.org/> >



[74] Writers Guild of America, west Inc. *2004 WGAw Annual Report to Writers*. [en ligne] Writers Guild of America, west Inc. (WGAw.), 2004. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.wga.org/> >

2. Ouvrages, articles, travaux universitaires



[75] ASSOCIATION de Lutte contre la Piraterie Audiovisuelle; Centre national de la cinématographie. *L'offre "pirate" de films sur Internet*. [en ligne] Paris: Association de Lutte contre la Piraterie Audiovisuelle (ALFA); Centre national de la cinématographie (CNC), 2004. 9 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.sacd.fr/actus/positions/2004/piraterie2409_cnc_alpa.doc >



[76] BERNAULT, Carine. *La propriété littéraire et artistique appliquée à l'audiovisuel*. 2000. 467 p. Thèse de doctorat : Droit : Université de Nantes: 2000



[77] BETTING, Ronald V. *Copyrighting Culture: The Political Economy of Intellectual Property (Critical Studies in Communication and in the Cultural Industries)*. Westview Pr, 1997. 276 p.



[78] BLAGOV, Sergei. *Culture-Russia: Copyright piracy runs rampant: Russia has seen large amount of copyright piracy in video- and audio-related products sectors; pirated videos, CDs, books, CD-ROMs and similar products account for estimated 85% of Russian market*. Interpress Service, 1999.



[79] "BMI: AS REVENUES RISE EUROPEAN RIGHTS' OWNERS QUERY HIGH COSTS: In the year ending June 30 1997, Broadcast Music Inc increased revenues by 8% to \$421m". *Music & Copyright*, 03 Dec 1997, n° 126, p 10, 12, 13



[80] BMI. *Royalty information*. [en ligne] Nashville: Broadcast Music Inc., 2005. 21 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.bmi.com/library/brochures/pdf/royalty.pdf> >



[81] BOWERS, Barbara. « Minding the Store: Intellectual property insurance gaining acceptance due to limits of general liability insurance » . *Best's Review*, Nov 2001, vol. 102, n° 7, p 93



[82] CORNU, Emmanuel. « L'exercice du droit d'auteur ou des droits voisins, plus particulièrement par des sociétés de gestion de ces droits, peut-il constituer un abus de position dominante, et si oui dans quelles circonstances ? » *Ingénieur conseil*, 2003, n°1, p. 28-59



[83] "EU/CHINA: European businesses slam market barriers. (European Union)". *European Report*, 25 Oct 2003, p 524



[84] "Executive summary of US. Trade Representative's '2004 Special 301 Report' ". *WIPR*, 6, juin 2004, n°18, p. 21-25



[85] GANTCHEV, Dimiter. *Economic Perspectives on Copyright and the Copyright-Based Industries*. [en ligne] Moscow : Rospatent, 2003. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : < <http://www.fips.ru/avpen/gantchev.htm> >



[86] GANTZ, John F. *What Is the Real Impact of Software Piracy?* IDC, 2004



[87] GESAC. *Réponse au "Livre vert sur la lutte contre la contrefaçon et la piraterie dans le marché intérieur"*. [en ligne] Bruxelles : Groupement Européen des Sociétés d'Auteurs et Compositeurs, 2004. 15 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : http://www.gesac.org/fr/prisesdeposition/download/lutte_011999.pdf >



[88] GORDON, Wendy J.; LIACOS Paul J.; WATT Richard. *The Economics of Copyright*. Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2003. 206 p.



[89] "GROWING Copyright Biz Makes Up 4% Of U.S. GDP, Study Shows (US copyright industries' share of the GDP grew more than twice as fast of the remainder of the economy for nearly 4% of the GDP; by 1994, around 2.5% of workforce worked in core copyright industries)". *Billboard*, 29 Mars 1997, p 6.



[90] HARRIS, F; STROOMBERGEN, A. *A Statistical Analysis of the Economic Contribution of Copyright Based Industries*. Wellington: Copyright Council of New Zealand, 1997.



[91] IFPI. *IFPI report sees the digital music market taking off in 2005*. [en ligne] London : International Federation of Phonographic Industries, 2005. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : < <http://www.ifpi.org/site-content/press/20050119.html> >



[92] JANSEN, Christian. *Economic Effects of the New German Copyright Contract Law*. [en ligne] Berlin: Humboldt-University of Berlin, 2002. 38p. [consulté le 25 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://econwpa.wustl.edu:80/eps/le/papers/0302/0302003.pdf>>



[93] KHAN, Zorina B. *Intellectual Property and Economic Development: Lessons from American and European History*. [en ligne] Brunswick Maine: Commission on Intellectual Property Rights, 2002. 58 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.iprcommission.org/papers/pdfs/study_papers/spla_khan_study.pdf >



[94] KLEIN, B.; LERNER, A.; MURPHY, K. *The Economics of Copyright 'Fair Use' in a Networked World*. In: *American Economic Review* [en ligne], 2002, Vol. 92, 2, p. 205-208. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.unc.edu/~cigar/econ142/KleinLernerMurphy.pdf>>



[95] KOELMAN, K. *Copyright Law and Economics in the Copyright Directive: is the 'Droit d'Auteur' Passe?* Amsterdam: Computer Law Institute, 2003



[96] Krebs, Brian. "Entertainment Industry Leading Manufacturing Sector - Report : Entertainment industry's contribution to the US gross domestic product is about 4.3%; US copyright industries realized foreign sales and exports of \$66.85 bil in 1997". *Newsbytes News Network*, 16 Dec 1999



[97] KUMAR, Nagesh. *Intellectual Property and Economic Development: Experiences of Asian Countries*. [en ligne] Brunswick Maine: Commission on Intellectual Property Rights, 2002. 58 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur :

<http://www.iprcommission.org/papers/pdfs/study_papers/sp1b_kumar_study.pdf>



[98] LANDES, William M. ; POSNER, Richard A. *The political economy of intellectual property law*. [en ligne] Washington: AEI-Brookings Joint Center for Regulatory Studies, 2004. 48 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.aei.org/docLib/20040608_Landes.pdf>



[99] MACKAAY, Ejan. « L'économie des droits de propriété émergents sur l'Internet ». *Les cahiers de propriété intellectuelle*, [en ligne] Vol 9, n°2. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : < <http://www.robic.com/cpi/Cahiers/09-2/04MackaayW97.htm> >



[100] MERMIGAS, Diane. "Television feeling heat of illegal copying (TV distributors and producers are intensifying their efforts to secure economic content safeguards, for studios lose \$3.5 bil worldwide and \$250 mil domestically in videocassette film revenues to analog piracy)". *Electronic Media*, 09 Avril 2001, vol 20 , p 15



[101] "MEXICO embraces licensing: liberal legislation and a stable economic environment has fostered enthusiasm for licensing in Mexico. (IP Licensing: Mexico)". *Managing Intellectual Property*, Juillet 2003, n° 131, p 54



[102] OMPI. *Guide de l'OMPI pour l'évaluation de la contribution économique des industries du droit d'auteur*. [en ligne] Genève : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, 2003. 3 p. [consulté le 19 janvier 2005].

Disponible

sur :

<http://www.wipo.int/documents/fr/meetings/2003/sccr/pdf/sccr_10_4.pdf >



[103] OMPI. « La Propriété Intellectuelle facteur de croissance économique : l'expérience de la région Asie et Pacifique ». *Revue de l'OMPI*, n° 4, Juillet - Août 2004, p. 2-4



[104] OMPI. « Gestion collective dans les Caraïbes : des résultats ». *Revue de l'OMPI*, Sep. - Oct. 2003, n° 5, p. 9-12



[105] OPPENHEIM, Charles. *Les implications du copyright de la presse quotidienne: un éclairage de l'Union Européenne et du Royaume Uni*. [en ligne] Berlin : IFLA (International Federation of Library Association), 2003. 6 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.ifla.org/IV/ifla69/papers/022f_trans-Oppenheim.pdf >



[106] PICARD, Robert G. "A Note on Economic Losses Due to Theft, Infringement, and Piracy of Protected Works". *Journal of Media Economics*, 2004, Vol. 17, n° 3, p. 207-217



[107] POST, David G. *Some Thoughts on the Political Economy of Intellectual Property: A Brief Look at the International Copyright Relations of the United States*. Temple University Law School/Cyberspace Law Institute, 1998



[108] RASOAMANANDRAY RANAIVOSOA, Lala. *Droit d'auteur et développement*. 2001. 342 p. Thèse de doctorat : Droit : Université de Nantes: 2001.



[109] REVENUES rise 77% at Central and Eastern European authors' societies (Six of the largest central and Eastern European authors' societies increased their combined revenue collections by 77% in dollar terms to \$43.3m in 1995). *Music & Copyright*, 1997, n° 109 , p 11.



[110] ROCHELANDET, Fabrice. *Are copyright collecting societies efficient? An evaluation of collective administration of copyright in Europe*. [en ligne] Madrid: The Society for Economic Research on Copyright Issues, 2002. 16 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.serci.org/2002/rochelandet.pdf>>



[111] RONALD, Fink. “Battling the property pirates: in guarding patents abroad, U.S. firms get little help from trade talks. But the cause isn't hopeless”. *CFO, The Magazine for Senior Financial Executives*, Jan 2004, vol. 20 , n° 1 , p 51.



[112] SIIRIAINEN, Fabrice. *Le caractère exclusif du droit d'auteur à l'épreuve de la gestion collective*. 1999. 648p. Thèse de doctorat: Droit: Université de Nice-Sophia Antipolis, 1999.



[113] SIRINELLI, Pierre. *Copyright : an essential element for developing information society ?* [en ligne] Dublin: European union, 2004. 10 p. [consulté le 7 février 2005]. Disponible sur : http://europa.eu.int/comm/internal_market/copyright/docs/conference/2004-dublin/sirinelli_en.pdf >



[114] SMITH, Eric ; STRONG, Maria. *IIPA's New Economic Study Reveals the Copyright Industries Continues to be a Driving Force in the U.S. Economy : U.S. Copyright Industries Continue to Lead the Economy in Job Growth, Contribution to the GDP and Foreign Sales/Exports*. [en ligne] Washington, DC: International Intellectual Property Alliance, 2004. 3 p. [consulté le 18 janvier 2005]. Disponible sur : < http://www.iipa.com/pressreleases/2004_Oct7_Siwek.pdf >



[115] SOLOW, J. L. “An economic analysis of Droit de Suite”. *Journal of Cultural Economics*, 1998, n° 22, p. 209–226



[116] TENGANG, Jean-Marie. *Essai sur la dépersonnalisation du droit d'auteur : le droit d'auteur d'entreprise*. 2001. 458 p. Thèse de doctorat : Droit : Université Montesquieu-Bordeaux IV: 2001.



[117] TOWSE, Ruth. *Assessing the economic effects of copyright and its reform*. [en ligne] Rotterdam: Oxford intellectual property research centre, 2003. 25 p. [consulté le 19 janvier 2005]. Disponible sur : <<http://www.oiprc.ox.ac.uk/EJWP0703.pdf>>



[118] TOWSE, Ruth. *Creativity, Incentive, and Reward: An Economic Analysis of Copyright and Culture in the Information Age*. Cheltenham: Edward Elgar Publishing, Inc., 2001. 192 p



[119] TOWSE, Ruth. *Measuring the contribution of the copyright to the economy and the loss due to piracy*. Pamplona: Universidad de Navarra, 2003.



[120] TOWSE, R. ; HOLZAUER, R. *Economics of Intellectual Property*. Cheltenham; Northampton: Edward Elgar International Library of Critical Writings in Economics; Edward Elgar Publishing, 2002



[121] USTR. *2003 Special 301 report*. [en ligne] Office of United States Trade Representative, 2003. 41 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : <http://www.ustr.gov/assets/Document_Library/Reports_Publications/2003/2003_Special_301_Report/asset_upload_file665_6124.pdf >

Liste des sigles

ADAMI : Société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes

ADISQ : Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo

ALFA : Association de Lutte contre la Piraterie Audiovisuelle

BSA : Business Software Alliance

BMI : Broadcast Music Inc.

CISAC : Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs

CNC : Centre national de la cinématographie

GESAC : Groupement Européen des Sociétés d'Auteurs et Compositeurs

IFPI : International Federation of Phonographic Industries

IIPA : International Intellectual Property Alliance

IPR: International Planning and Research

ISCO: International Standard Classification of Occupations

NCB : Nordisk Copyright Bureau

OPAC : Open Public Access Catalogue

SACEM : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique

SACD : Société des auteurs et des compositeurs dramatiques

SCAM : Société civile des auteurs multimédia

SPRE : Société pour la Perception de la Rémunération Equitable

SUDOC : Système Universitaire de Documentation

TONO : Norway's Performing Rights Society

USTR : United States Trade Representative

WGAW : Writers Guild of America, west Inc.

WIPO : World intellectual property organisation

(OMPI: Organisation mondiale de la propriété intellectuelle)

Table des annexes

ANNEXE 1

LES METIERS DU DROIT D’AUTEUR DANS LES CLASSIFICATIONS ISCO	67
--	-----------

ANNEXE 2

LES DONNEES ECONOMIQUES DE DROIT D’AUTEUR EN EUROPE	69
---	-----------

ANNEXE 3

LA PIRATERIE DES LOGICIELS DANS LE MONDE : LES TAUX DES PERTES (2003)	71
--	-----------

Annexe 1

Les métiers du droit d'auteur dans les classifications ISCO¹⁹

Source: PICARD, Robert G.; TOIVONEN, Timo E.; GRÖNLUND, Mikko. *The Contribution of Copyright and Related Rights to the European Economy: Based on Data from the Year 2000: Final Report*. [en ligne] European Commission Directorate General – Internal Market, 2003. 142 p. [consulté le 21 janvier 2005]. Disponible sur : http://europa.eu.int/comm/internal_market/publications/docs/report-copyright-contribution_en.pdf >(notice n° [29] de la Bibliographie)

¹⁹ International Standard Classification of Occupations

243 Les archivistes, bibliothécaires et les professionnels de l'information	
	2431 Archivistes et conservateurs
	2432 Bibliothécaires et les professionnels de l'information
245 Les auteurs et les artistes créateurs ou interprètes	
	2451 Auteurs, journalistes et d'autres écrivains
	2452 Sculpteurs, peintres et d'autres artistes
	2453 Compositeurs, musiciens et chanteurs
	2454 Chorégraphes et danseurs
	2455 Acteurs et réalisateurs de film
313 Opérateurs d'équipement optique et électronique	
	3131 Photographes et opérateurs d'équipement d'image et d'enregistrement sonore
	3132 Opérateurs d'équipement de radiodiffusion et de télécommunications
	3133 Opérateurs d'équipement médical
	3139 Opérateurs d'équipement optique et électronique
347 Les professionnels de l'artistiques, du divertissement et du sport	
	3471 Décorateurs et concepteurs commerciaux
	3472 Radio, télévision et d'autres annonceurs
	3473 Musiciens, chanteurs et danseurs dans la rue ou boîtes de nuit
	3474 Clowns, magiciens, acrobates et d'autres professionnels de ce type
	3475 Athlètes, sportifs et d'autres professionnels de ce type

Annexe 2

Les données économiques de droit d'auteur en Europe

Source: PICARD, Robert G.; TOIVONEN, Timo E.; GRÖNLUND, Mikko.
*The Contribution of Copyright and Related Rights to the European Economy:
Based on Data from the Year 2000: Final Report.* [en ligne] European Commission
Directorate General – Internal Market, 2003. 142 p. [consulté le 21 janvier 2005].
Disponible sur :
<[http://europa.eu.int/comm/internal_market/publications/docs/report-copyright-
contribution_en.pdf](http://europa.eu.int/comm/internal_market/publications/docs/report-copyright-contribution_en.pdf)>(notice n° [29] de la Bibliographie)

Annexes

<i>Pays</i>	La contribution à l'économie nationale : en %	La contribution à l'économie nationale : en milj.	Emploi : en %	Le nombre total d'employés	Observations (le secteur qui a la contribution la plus importante)
AUTRICHE	3,8 %	7 936	3,3 %	134 074	- les logiciels et bases de données (0,92 %) - les media écrits (0,85 %)
ALLEMAGNE	5,1 %	102 912	2,5 %	956 840	- les logiciels et bases de données (1,59 %) - les media écrits (1,12 %)
BELGIQUE	3,9 %	9 781	3,4 %	133 346	- les logiciels et bases de données (1,07 %) - les media écrits (1,07 %)
DANMARK	4,8 %	8 500	5,5 %	151 703	- les media écrits (1,70 %) - les logiciels et bases de données (1,35 %)
ESPAGNE	4 %	24 046	2,2 %	946 422	- les media écrits (1,08 %)
FINLANDE	6 %	8 187	6 %	141 581	- les media écrits (1,36 %) - les logiciels et bases de données (1,13 %)
GRECE	1,9 %	2 282	1,5 %	~56 604	- les media écrits (0,70 %)
IRLANDE	2,5 %	2 591	3,4 %	58 021	- les logiciels et bases de données (1,20 %)
ITALIE	4,5 %	52 348	2,2 %	480 426	- les logiciels et bases de données (1,69 %)
LOUXEMBOURG	3,3 %	653	3,8 %	37 394	- les logiciels et bases de données (1,44 %)
PAYS BAS	5 %	19 742	3 %	242 589	- les logiciels et bases de données (1,81 %) - les media écrits (1,40 %)
PORTUGAL	3,1 %	2 509	3 %	150 427	- les media écrits (0,93 %)
ROYAUME UNI	8,4 %	129 743	4,7 %	1 301 001	- les logiciels et bases de données (2,52 %) - les media écrits (1,79 %) - les media audiovisuels (1,63 %)
SUEDE	5,9 %	14 374	4,5 %	192 566	- les logiciels et bases de données (2,18 %)

Annexe 3

Le piratage des logiciels dans le monde : les taux des pertes (2003)

Source : Business Software Alliance ; IDC. *First annual BSA and IDC global software piracy study*. [en ligne] Washington : BSA, 2004. 14 p. [consulté le 5 février 2005]. Disponible sur : <http://www.bsaa.com.au/downloads/PiracyStudy070704.pdf> (notice n° [41] de la Bibliographie)

Région	Pays	Taux	Pertes
Asie et Pacifique	Chine	92%	\$3,823
	Vietnam	92%	\$41
	Indonésie	88%	\$157
	Pakistan	83%	\$16
	Thaïlande	80%	\$141
	Inde	73%	\$367
	Philippines	72%	\$55
	Malaisie	63%	\$129
	Hong Kong	52%	\$102
	Corée	48%	\$462
	Singapour	43%	\$90
	Taiwan	43%	\$139
	Australie	31%	\$341
	Japon	29%	\$1,633
	Nouvelle Zélande	23%	\$21
La moyenne(%) / total (\$) de la région		53%	\$7,553
L'Europe de l'Est	Ukraine	91%	\$92
	Russie	87%	\$1,104
	Roumanie	73%	\$49
	Bulgarie	71%	\$26
	Croatie	59%	\$44
	Lituanie	58%	\$17
	Pologne	58%	\$301
	Lettonie	57%	\$16
	Estonie	54%	\$14
	Slovénie	52%	\$32
	Slovaquie	50%	\$40
	Hongrie	42%	\$96
	République Tchèque	40%	\$106
La moyenne(%) / total (\$) de la région		71%	\$2,111
L'Amérique latine	Paraguay	83%	\$9
	El Salvador	79%	\$4
	Nicaragua	79%	\$1
	Bolivie	78%	\$11
	Guatemala	77%	\$9
	République Dominicaine	76%	\$5
	Honduras	73%	\$3
	Venezuela	72%	\$55
	Argentine	71%	\$69
	Panama	69%	\$4
	Costa Rica	68%	\$17
	Ecuador	68%	\$11
	Pérou	68%	\$31
	Uruguay	67%	\$10
	Chili	63%	\$68
	Mexique	63%	\$369
	Brésil	61%	\$519
	Colombie	53%	\$61
	Porto Rico	46%	\$11
La moyenne(%) / total (\$) de la région		63%	\$1,273
Le Moyen Orient / Afrique	Zimbabwe	87%	\$6
	Algérie	84%	\$59
	Nigéria	84%	\$47
	Tunisie	82%	\$29
	Kenya	80%	\$12
	Liban	74%	\$22
	Maroc	73%	\$57
	Egypt	69%	\$56
	Koweït	68%	\$40
	Turquie	66%	\$127
	Jordanie	65%	\$15
	Oman	65%	\$11
	Bahrain	64%	\$18
	Qatar	63%	\$13
	Mauritus	61%	\$4
	Cypre	55%	\$8
	Arabie Saoudite	54%	\$120
	Malte	46%	\$2

Annexes

	Réunion	39%	\$1
	Afrique du sud	36%	\$147
	Israël	35%	\$69
La moyenne(%) / total (\$) de la région		56%	\$1,026
Amérique du Nord	Canada	35%	\$736
	Etats-Unis	22%	\$6,496
La moyenne(%) / total (\$) de la région		23%	\$7,232
L'Europe de l'ouest	Grèce	63%	\$87
	Italie	49%	\$ 1,127
	France	45%	\$2,311
	Espagne	44%	\$512
	Irlande	41%	\$71
	Portugal	41%	\$66
	Les Pays Bas	33%	\$577
	Norvège	32%	\$155
	Finlande	31%	\$148
	Suisse	31%	\$293
	Allemagne	30%	\$1,899
	Belgique	29%	\$240
	Royaume-Uni	29%	\$1,601
	Autriche	27%	\$109
	Suède	27%	\$241
	Danemark	26%	\$165
La moyenne(%) / total (\$) de la région		36%	\$9,600
Le total mondial de toutes les régions		36%	\$28,794